

Ajustement et mobilité économique à **Lima**

Javier Herrera *

Après quinze ans de crise, le Pérou renoue avec la croissance durant la seconde moitié des années 1990¹. Cette reprise suscite un regain d'intérêt à l'endroit de la répartition des revenus, en particulier pour ce qui concerne l'évolution de la pauvreté et de l'inégalité. La situation actuelle invite à analyser l'efficacité de la politique de lutte contre la pauvreté et l'impact de la reprise économique sur la réduction des inégalités et l'amélioration des niveaux de vie de la population, en particulier celle qui vit en dessous du seuil de pauvreté. La question est notamment de savoir si les fruits de la croissance ont été répartis plus équitablement que par le passé.

Les différentes analyses réalisées sur la pauvreté et l'inégalité au Pérou ont jusqu'à présent adopté une perspective statique consistant à comparer les indicateurs obtenus pour une année donnée avec ceux des autres années². Elles ont révélé un degré d'inégalité élevé et persistant, ainsi qu'un

* *Économiste, chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et au Groupement d'intérêt scientifique DIAL*

(1) L'auteur remercie l'institut Cuánto S. A. pour lui avoir permis d'accéder aux enquêtes nationales sur les niveaux de vie des ménages (enniv). Cet article est une version abrégée et révisée d'un travail plus détaillé (Herrera, 1999). Adresse électronique : Herrera@dial.prd.fr.

(2) D'un point de vue technique, les comparaisons intertemporelles entre les indicateurs statiques d'inégalité (généralement les coefficients de Gini) amènent à des conclusions parfois erronées lorsque les courbes de Lorenz se croisent. Un examen de l'ensemble de la distribution, en termes de la dominance stochastique, permet de tirer des conclusions plus justes.

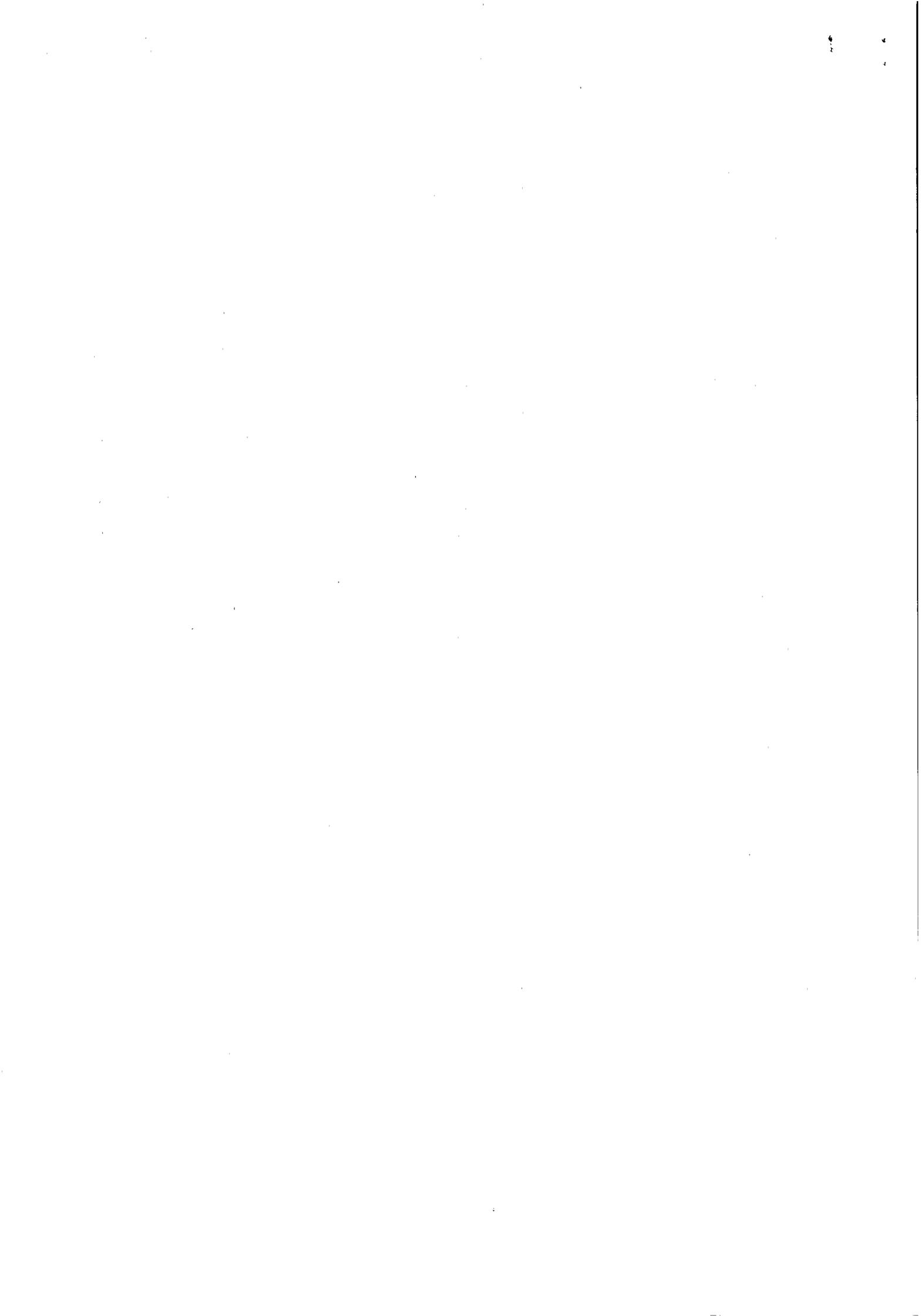
Fonds Documentaire IRD



010025234

Fonds Documentaire IRD

Cote : B*25234 Ex : 1



comportement légèrement pro-cyclique de la pauvreté. Les conclusions tirées de ces approches quant à la persistance des inégalités et de la pauvreté ont implicitement présupposé que les pauvres constituaient une catégorie fixe de ménages ayant des caractéristiques spécifiques et possédant un caractère permanent. En d'autres termes, on suppose qu'il n'y pas eu (ou très peu) de redistribution au profit des segments les plus bas dans l'échelle de la distribution des revenus. Ce qui vient conforter les études sociologiques menées au Pérou dans les années 1970, qui ont fait état d'une société fortement hiérarchisée, empreinte de préjugés ethniques visant les populations d'origine andine et noire. Dans la même veine, d'autres travaux ont insisté sur la forte concentration du pouvoir économique entre les mains d'une poignée de familles³. Bref, selon divers auteurs, la société péruvienne aurait été caractérisée par un déficit en matière de mobilité ascendante.

D'autres travaux, réalisés dans une perspective anthropologique et publiés dans les années 1980, suggèrent qu'il existe au contraire une forte mobilité ascendante, notamment au sein des populations migrantes d'origine andine⁴. Parallèlement à l'émergence des nouvelles classes d'entrepreneurs, s'est produit un déclin de l'ancienne classe moyenne, lié à l'essor de l'appareil de l'État et au processus d'industrialisation. Le processus de changement structurel qu'a connu le Pérou au cours de la seconde moitié du XX^e siècle s'est accéléré et s'est définitivement consolidé. Ce qui a conféré un nouveau visage au pays.

Les résultats de ces transformations de structures sont tangibles. D'abord, la population a été multipliée par quatre (elle est passée de 6,2 millions d'habitants en 1940 à 25,3 millions en 1998), et la proportion de ruraux par rapport aux urbains s'est inversée. La population rurale, principalement d'origine indienne, autrefois majoritaire (65 % de la population en 1940), est devenue minoritaire face aux urbains (65 % de la population selon le dernier recensement de 1993).

La capitale, où se concentrent l'administration de l'État et l'activité économique (53 % du PIB), a attiré depuis les années 1940 un important flux de migrants andins. Ceux-ci se sont installés à la périphérie de la ville où les bidonvilles se sont multipliés. A Lima, l'afflux massif d'immigrants a fait passer la population de 2,1 millions d'habitants en 1960 à 6,5 millions en 1993 et à 7 millions aujourd'hui. La capitale rassemble quelque 30 % de la population totale du pays (son rythme annuel de croissance atteint 5,1 % entre 1960 et 1970 et 3,7 % entre 1970 et 1983). Ce changement démographique structurel est le résultat combiné d'un important flux migratoire interne dont ont bénéficié les villes, mais aussi de « l'urbanisation » des campagnes. Par la suite, les années 1980 et 1990 ont marqué un ralentissement du flux migratoire, non seulement en raison de la crise économique nationale, mais surtout à cause de l'apparition de salaires attractifs liés à l'essor des récoltes de coca sur les versants amazoniens des Andes⁵, qui a détourné une partie de la migration interne de la côte vers les terres chaudes.

(3) Cf. Anaya (1990), Bourricaud (1967), Malpica (1968). Pour une étude plus récente depuis une perspective plus ample, cf. Portocarrero (1993b).

(4) Golte et Adams (1987), Golte (1995), Adams et Valdivia (1991), Matos Mar (1984) et plus récemment Grompone (1999).

(5) INEI (1998). Cf. Amat, León et Monrø (1998) pour une vision d'ensemble sur les principaux changements démographiques.

Avec la consolidation de la situation économique des populations migrantes et la croissance démographique de la capitale, beaucoup de bidonvilles sont devenus des pôles urbains importants. Certains de ces *conos* (dénommés aussi *pueblos jóvenes* ou *barriadas*) ont une population qui dépasse celle de plusieurs capitales départementales. Ils se sont modernisés et disposent désormais de supermarchés, de discothèques, de cyberespaces, etc. ⁶. A la fin du XX^e siècle, près d'un Liménien sur deux a ses racines familiales dans la *sierra*.

L'intérêt pour la mobilité économique peut se justifier aussi du point de vue de l'économie politique. Depuis 1991, le Pérou a connu de profonds bouleversements macroéconomiques, qui témoignent d'un virage radical dans sa politique économique. Les entreprises d'État ont été pour la plupart privatisées. Les subventions et le contrôle des prix ont été supprimés. Le marché du travail a été libéralisé et, dans le même temps, la dépense sociale a été multipliée par trois entre 1993 et 1998 (elle est passée de 63 à 174 dollars par tête). Dans la mesure où ces changements n'ont pas concerné de la même manière les différents segments de la population, ils n'ont pas manqué d'avoir une incidence importante dans la position relative que les ménages occupent dans la répartition des revenus. Selon Graham et Pettinato (1999) ⁷, le pouvoir politique a pu faire accepter par la société ce train de réformes de libéralisation des marchés grâce aux perspectives de mobilité ascendante offertes aux nouvelles classes moyennes urbaines ⁸. En réalité, les salariés du secteur moderne, public et privé, ont été les grands perdants des réformes, tandis que les entrepreneurs du secteur informel semblent avoir profité de la libéralisation des marchés.

Si ces changements dans la répartition des revenus étaient avérés, si une mobilité économique significative s'était effectivement mise en place avec, en quelque sorte, une permutation entre les anciennes classes moyennes et les nouveaux entrepreneurs « émergents », il faudrait alors reconsidérer les jugements émis sur les inégalités au Pérou. On pourrait ainsi estimer qu'entre deux sociétés ayant le même degré d'inégalité, celle qui a la plus forte mobilité, une plus grande fluidité et une plus grande instabilité au sein de sa hiérarchie sociale, peut être considérée comme la plus égalitaire. Bien que les indicateurs statiques d'inégalité ne montrent aucun changement.

Les études sur la mobilité économique et sociale sont fréquentes dans les pays développés. Mais elles sont assez rares dans les pays en développement. Peut-être parce que ce phénomène est assez récent et que son étude demande que des enquêtes d'un type particulier soient effectuées. En effet, seul le suivi des mêmes ménages dans le temps peut apporter l'information nécessaire afin d'étudier la mobilité économique et permettre de distinguer la pauvreté permanente et la pauvreté transitoire et d'examiner les caractéristiques de chacune de ces sous-populations.

L'examen des caractéristiques et des causes des transitions entre la pauvreté et la non-pauvreté peut permettre d'élaborer un nouveau

**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

73

(6) Cf. l'article de Diana Burgos, p. 101.

(7) Graham et Pettinato (1999).

(8) Les fondements économiques de cette hypothèse ont été élaborés notamment par Akerloff (1997), Bénamou et Ok (1998), Woojin Lee, J. Roemer (1998) et T. Piketti, (1995). Ceux-ci postulent que l'existence (ou l'accélération) de la mobilité peut contribuer à une meilleure acceptation de mesures d'austérité et même s'opposer à des politiques fiscales distributives. La fluidité des opportunités créées, plus que la diminution des inégalités, permettrait que s'instaure un plus grand consensus autour des mesures d'ajustement mises en place.

type de politique de lutte contre la pauvreté. En concentrant leur attention sur les indicateurs statiques, les pouvoirs publics ont été conduits à mener une politique de transferts des ressources vers les pauvres, dont le sort s'est quelque peu amélioré. Lorsque ces programmes n'ont plus été financés et que les transferts ont été arrêtés, la plupart de ces ménages sont redevenus pauvres. En revanche, en examinant les caractéristiques des personnes considérées comme pauvres chroniques et pauvres transitoires, un nouveau type de politique associant les transferts aux facteurs déterminants de la pauvreté est susceptible d'avoir des effets plus durables sur la diminution de la pauvreté⁹.

Cet article tente de mesurer et d'apporter quelques éléments d'explication sur la mobilité économique, à partir de l'analyse d'un panel de ménages construit sur la base des enquêtes sur les conditions de vie des ménages (enniv) réalisées par l'institut Cuánto S. A. pendant la période 1985-1997. Dans une première partie, après un bref exposé de la portée et des limitations de son approche, ce texte présente les concepts et les indicateurs de mobilité utilisés. Une idée plus précise et quantifiée de la mobilité économique est avancée. Dans la seconde partie, il se livre à une première esquisse de modèle explicatif de la mobilité accompagné des résultats des estimations économétriques. Plusieurs questions sont posées. Quel a été le degré de mobilité économique à Lima ? Comment celle-ci a-t-elle varié au cours des différentes phases de croissance et des régimes de politique économique ? Quelles sont les caractéristiques des ménages qui se trouvent en situation de pauvreté chronique et celles des ménages qui transitent entre la pauvreté et la non-pauvreté ? Quels changements dans ces caractéristiques sont associés à la mobilité ascendante et descendante ?

Les limites et la portée de l'étude

Cette étude se limite exclusivement au cas de la zone Lima métropolitaine¹⁰. Elle porte sur une période large, de 1985 à 1997, afin de minimiser les problèmes d'ordre méthodologique suscités par le traitement des données, que compliquent par ailleurs les conséquences de l'hyperinflation¹¹. D'autres raisons justifient que soit seulement pris en compte le cas de la capitale : c'est à Lima que les changements socio-démographiques ont été les plus intenses. Les nouveaux Liméniens ont profondément modifié le paysage économique en créant de petites entreprises familiales qui ont non seulement réussi à surmonter la crise mais ont aussi su profiter de la reprise économique.

Cet article étudie la mobilité économique de court terme, celle qui se produit durant une portion du cycle de vie et qui est étroitement liée aux chocs macroéconomiques, et non la mobilité entre générations ni celle qui se produit tout au long du cycle de vie. Bien entendu, la mobilité économique n'est pas la seule dimension de la mobilité que l'on peut

(9) Ce type de politique commence à faire son chemin. C'est le cas des programmes d'aide alimentaire dispensés dans les écoles, incitant de cette façon les parents à scolariser davantage leurs enfants.

(10) L'aire de Lima métropolitaine comprend la ville et ses environs, ce qui constitue un ensemble formé de 43 districts.

(11) Comme par exemple l'interférence entre les disparités régionales des prix, l'imputation des prix pour les produits autoconsommés, le problème de la valorisation d'actifs pour lesquels il n'existe pas un vrai marché, etc.

considérer. Dans un pays où les préjugés ethniques ont longtemps prévalu, la mobilité dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, de la classe politique, etc. confère plusieurs aspects à un même phénomène qui mérite aussi d'être étudié mais qui dépasse le cadre de cette étude.

Le concept de revenu que l'on tente d'approcher est celui de revenu permanent. Dans ce sens, ce texte choisit d'étudier la mobilité à travers les dépenses des ménages et non à travers les revenus courants, beaucoup moins bien mesurés et fluctuants. Par ailleurs, il postule que le ménage est l'unité d'analyse pertinente, et que les décisions de participation des membres secondaires au marché du travail, les choix d'éducation, l'acquisition des actifs, etc. sont des décisions collectives du ménage dont l'incidence sur la mobilité doit aussi être appréciée.

La nouvelle donne née de l'ajustement macroéconomique

Au cours de la période étudiée, l'économie péruvienne a traversé la pire crise de son histoire, depuis la fondation de la République. La régression des niveaux de vie a été telle que, en 1989, le niveau de la consommation par tête correspondait à celui du milieu des années 1970. L'évolution n'a pas été régulière, tant les régimes de politique économique et les régimes de croissance ont été divers. Des phases de politique expansive néopopuliste ont été suivies de coupes drastiques intervenues dans les dépenses publiques et de ralentissement de l'activité économique. Sans entrer dans le détail de cette évolution¹², il faut souligner que les enquêtes analysées dans ce texte ont été réalisées à différents moments de la conjoncture économique et politique du pays.

Grâce à des données transversales sur l'inégalité, des études ont été menées sur le rapport entre la croissance et l'inégalité, dans le but d'infirmer ou de corroborer l'hypothèse de Kuznets selon laquelle les inégalités s'accroissent pendant la phase initiale de croissance, puis diminuent une fois qu'est atteint un niveau plus élevé de revenus par tête. Pourtant, les conclusions de ces études empiriques n'ont pas permis d'établir un lien précis entre la croissance et l'inégalité (Atkinson, 1997).

Avant de définir et de présenter les indicateurs de mobilité économique, sont étudiés quelques aspects de l'évolution de l'économie péruvienne sur la période 1985-1997, qui ont vraisemblablement eu un impact sur l'inégalité et la mobilité. Sont ensuite examinées l'évolution de la pauvreté et celle de l'inégalité, compte tenu de la pertinence des comparaisons intertemporelles.

Au cours de la période 1985-1997, trois phases distinctes de croissance peuvent être distinguées. La première couvre les premières années du gouvernement d'Alán García durant lesquelles fut menée une politique expansive de la dépense et de l'emploi public ayant entraîné une croissance du PIB de plus de 6,9 % et de 6,2 % avant son effondrement (-10 %) en 1988, quand le gouvernement a procédé à un ajustement brutal des prix et restreint de manière drastique les dépenses publiques. Il se produit alors une

(12) Gonzales de Olarte (1998) et Dancourt (1997) rendent compte de l'évolution macroéconomique de la période 1990-1997.

accélération de l'inflation qui atteint des niveaux sans précédents dans l'histoire économique péruvienne (elle passe de 62,9 % par an en 1986 à 2 775 % en 1989). L'avènement d'Alberto Fujimori à la présidence de la République inaugure une nouvelle politique économique visant à réduire le déficit interne et externe par des mesures de suppression de subventions, la libéralisation des prix des services publics et la contraction des dépenses de l'État. Ce programme de stabilisation, connu sous le nom de « fujichoc », s'accompagne d'un ensemble de mesures de moyen terme dont les principales sont la dérégulation du marché du travail et la privatisation de nombreuses entreprises parapubliques. Ces réformes suscitent une instabilité et une précarité parmi les salariés du secteur privé et public, qui constituaient autrefois une catégorie privilégiée parmi les salariés. La lourde perte de pouvoir d'achat subie à la fin du mandat d'A. García précipite nombre d'entre eux dans l'indigence, ce qui les oblige à exercer un second métier dans le secteur informel. La troisième phase, celle de la reprise de la croissance, commence vers la fin de 1993 et coïncide avec la pacification du pays et se prolonge jusqu'en 1997, malgré les effets négatifs sur l'économie du phénomène climatique El Niño. L'inflation est maîtrisée dès 1995 et, vers la fin de la période, le PIB par tête retrouve le niveau qu'il avait en 1985.

Une fois de plus, la réduction des dépenses de l'État entraîne une forte réduction de l'emploi public, inversant la forte progression intervenue sous le gouvernement clientéliste précédent. Après avoir augmenté de plus de 130 000 postes entre 1981 et 1987, l'emploi public subit une contraction de près de 40 % au cours de la période 1989-1996. Il perd 157 000 salariés, dont près de la moitié entre 1990 et 1991. La part de l'emploi public dans la population économiquement active (PEA) est réduite de plus de moitié, atteignant son plus faible niveau (8 % seulement), en dessous de son chiffre de 1970, avant l'expansion de l'appareil de l'État sous le gouvernement militaire du général Juan Velasco Alvarado. L'emploi dans le secteur privé recule légèrement au cours de la récession de 1988-89, puis s'accroît de façon soutenue durant les années 1990¹³. L'accroissement de l'emploi formel concerne presque exclusivement les entreprises de moins de 60 employés ainsi que les professionnels indépendants (Saavedra *et al.*, 1998, 30).

La part de l'emploi informel dans l'emploi total passe de 18 % à 28 % durant les années 1980, mais atteint plus de 50 % au milieu des années 1990. Le prétendu comportement anti-cyclique de l'emploi informel, qui sert d'amortisseur au cours des récessions et recule lors des reprises, n'est pas corroboré dans le cas du Pérou, car l'emploi informel augmente aussi bien pendant la récession que durant la reprise de la croissance, en 1994-96. Cependant, un changement important se produit dans la composition de ce secteur fort hétérogène. Alors que l'emploi des informels individuels croît au même rythme que l'emploi privé pendant l'ensemble de la période (1984-1996), l'emploi dans les micro-entreprises est multiplié par trois au cours de la même période. Bien entendu, le poids de ce dernier est encore trop faible pour peser dans l'évolution de l'emploi total. Cependant, ce segment représente déjà près de 10 % de l'emploi total et un emploi informel sur cinq, alors qu'il n'en représentait que la moitié sept ans auparavant. La nature de l'emploi informel semble aussi différente. Les

(13) Cf. Saavedra *et al.* (1998) pour une analyse détaillée de la recomposition de l'emploi et des revenus urbains entre 1989 et 1996.

nouveaux emplois créés l'ont été pour les deux tiers dans la production et moins d'un tiers dans le commerce de détail, dont la productivité est sans doute la plus faible. Sur la base des enquêtes du ministère du Travail, Saavedra a montré que la construction informelle et les micro-entreprises manufacturières et de commerce sont celles qui ont créé le plus d'emplois à Lima (Saavedra *et al.*, 1998, 82).

Les réformes du marché du travail comptent parmi les réformes qui ont eu un impact significatif sur la mobilité économique ¹⁴. Elles ont concerné le cœur de la régulation étatique, c'est-à-dire la stabilité de l'emploi et la fixation des salaires par l'État. L'accroissement du recours au travail précaire et une plus grande rotation des salariés en sont les principales conséquences (Gamerio, 1997, 345). Ainsi, à Lima, la proportion des salariés ayant un emploi stable est passée de 65 % en 1989 à 59 % en 1990 puis a chuté à 42 % en 1994. A partir de 1995, le salarié peut être licencié sans qu'il soit nécessaire d'avancer le motif de la mesure, et la proportion des salariés doté d'un emploi stable est encore descendue à 23 % en 1997 ¹⁵. Ces deux faits sont susceptibles d'avoir accru la mobilité dans l'emploi d'abord, dans les revenus et les dépenses ensuite. Cette mobilité a sans doute été « descendante » pour les employés relativement qualifiés qui ont été obligés de quitter leur emploi, en perdant ainsi leurs bonifications d'ancienneté. Ceci correspond à ce que Grompone a qualifié de « vidage partiel de l'espace occupé par les classes moyennes » lorsqu'il fait part des difficultés financières que connaît ce segment de la population habitué autrefois à disposer d'un certain confort (Grompone, 1999, 35).

La position relative qu'occupent alors les salariés du secteur moderne dans la répartition des revenus n'est pas seulement remise en cause dans le domaine de la sécurité de l'emploi. Les ajustements macroéconomiques produisent aussi une baisse des rémunérations. Parmi ceux-ci, figure au premier chef la très forte inflation contre laquelle les salariés ne peuvent lutter (le taux de syndicalisation diminue fortement au cours de cette période ¹⁶), ainsi que la très forte récession de 1988-90 et les fluctuations de grande ampleur des prix relatifs. L'hyperinflation a pour effet de diminuer de manière importante les revenus contractuels en termes absolus et par rapport aux revenus non contractuels (des travailleurs informels notamment et des salariés ayant négocié des indexations). Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas le « fujichoc » qui est le principal responsable de la baisse des salaires réels, mais l'ajustement tardif dû aux dérapages de la politique « hétérodoxe » menée par A. García. En 1988-1989, soit en à peine deux ans, le revenu moyen chute de 67 % par rapport à celui de 1987. Cette diminution affecte inégalement les salariés du privé et ceux du public. Tandis que la rémunération du secteur privé chute de 41 % « seulement », celle des employés de l'État baisse de 57 % entre 1987 et 1990 ¹⁷.

**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

77

(14) Un compte rendu exhaustif des réformes du marché du travail se trouve chez Verdera (1997), Saavedra (1997), (1998a), Saavedra *et al.* (1998), et Gamerio (1997).

(15) Verdera (2000, 25).

(16) D'après Verdera, le taux de syndicalisation pour la PEA syndicalisable passe de 58 % en 1981 à 50 % en 1989, à 35 % en 1994 et à 13 % en 1997 (Verdera, 2000, 28).

(17) Verdera (2000, 30).

Tableau 1. **Lima métropolitaine. Évolution de l'emploi, de la structure de l'emploi et des revenus mensuels selon le type d'emploi**

Évolution de l'emploi	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PEA	100,0	100,1	100,2	100,0	108,6	111,6	123,1	120,5
PEA (milliers)	2 312,3	2 314,8	2 317,0	2 312,2	2 511,3	2 581,2	2 845,8	2 786,4
Emploi formel	100,0	94,2	95,2	89,4	100,6	105,0	110,8	105,2
Emploi formel privé	100,0	95,8	101,3	96,8	110,8	121,2	127,4	125,3
Emploi public	100,0	90,6	81,2	72,5	77,4	68,3	73,0	59,6
Emploi informel	100,0	107,3	106,4	113,0	118,5	119,8	138,2	139,3
Micro-entreprises non structurées	100,0	152,0	138,5	175,5	228,5	197,5	256,0	300,2
Indépendantes + domestiques + travailleurs familiaux non rémunérés	100,0	103,4	103,6	107,5	108,8	112,9	127,9	125,2
Structure de l'emploi								
Emploi formel	55,1	51,9	52,4	49,3	51,1	51,9	49,6	48,1
Emploi formel privé	38,3	36,6	38,7	37,0	39,0	41,6	39,6	39,8
Emploi public	16,9	15,3	13,7	12,3	12,0	10,3	10,0	8,4
Emploi informel	44,8	48,1	47,6	50,7	48,9	48,1	50,4	51,9
Micro-entreprises non structurées	3,6	5,5	5,0	6,4	7,6	6,4	7,5	9,0
Indépendantes + domestiques + travailleurs familiaux non rémunérés	41,2	42,6	42,6	44,3	41,3	41,7	42,8	42,8
Évolution des revenus								
PEA occupée	100,0	28,8	98,7	103,5	99,3	116,0	122,4	110,1
Emploi formel	100,0	25,6	94,0	113,7	101,3	127,1	141,0	118,8
Formel privé	100,0	58,9	143,8	180,5	122,9	200,9	242,5	163,8
Public	100,0	25,3	72,2	99,2	80,9	90,0	107,3	115,6
Emploi informel	100,0	27,1	109,4	111,8	109,8	123,5	147,5	120,1
Micro-entreprises non structurées	100,0	21,3	99,8	100,5	95,4	131,2	136,0	105,8
Indépendantes + domestiques + travailleurs familiaux non rémunérés	100,0	22,5	96,3	140,0	118,0	144,4	150,2	129,2

Source : tableau élaboré à partir de J. Saavedra et al. (1998, 30, 54).

La reprise économique accroît aussi les différences entre les salariés. Les mieux lotis sont sans conteste ceux du secteur privé formel et informel qui, dès 1992, récupèrent le niveau de revenus qu'ils avaient en 1989. En revanche, les grands perdants sont les salariés du secteur public dont les revenus retrouvent seulement en 1995 leur niveau de 1989. Cette recomposition entraîne en quelque sorte un échange de positions relatives entre nombre des salariés du secteur public et des indépendants informels, tout au moins durant les premières années du fujichoc. Toutefois, aucune catégorie de salariés ne parvient à retrouver le pouvoir d'achat dont elle disposait en 1987.

L'évolution de la pauvreté

Durant les quinze dernières années, les revenus des salariés ont donc connu une évolution spectaculaire. Ce qui s'est traduit par un accroissement de l'incidence de la pauvreté et tout particulièrement de l'extrême pauvreté. Ce

phénomène est exceptionnel à Lima, car il se concentre traditionnellement en zone rurale. L'extrême pauvreté est multipliée par quatre entre 1985 et 1990, et affecte 16 % des Liméniens, alors que la pauvreté augmente seulement de 2 points, et passe à 34 %¹⁸. La distance moyenne qui sépare les pauvres de la ligne de la pauvreté ainsi que l'inégalité entre les pauvres (intensité et sévérité de la pauvreté¹⁹) s'accroît également. Les effets de la politique « hétérodoxe » menée par A. García sont importants en termes de diminution du niveau de vie des Liméniens. Le retour à la croissance et, surtout, la maîtrise de l'inflation permettent un accroissement des revenus et des dépenses, assez important pour réduire l'extrême pauvreté à 2,3 % de la population de la capitale, mais pas assez suffisant pour que la pauvreté revienne à son niveau de 1985. Malgré un accroissement du PIB de 42 % entre 1992 et 1997, la pauvreté ne diminue pratiquement pas à Lima. Cette évolution jugée trop lente suscite un débat sur le *chorreo*, c'est-à-dire la capacité de l'économie à répartir plus équitablement les dividendes de la croissance, et suscite un sentiment de « blocage » quant aux possibilités de mobilité économique, malgré une conjoncture macroéconomique favorable. Cette faible diffusion des fruits de la croissance inquiète à double titre. D'une part, il sera difficile dans le futur de reproduire des conditions aussi favorables en termes d'accélération de la croissance, car celle-ci intervient au sortir d'une profonde récession et atteint des niveaux normaux d'utilisation des capacités de production ; augmenter la croissance nécessitera un flux accru d'investissements. D'autre part, il est permis de se demander si les difficultés rencontrées pour répartir les dividendes de la croissance à l'ensemble de la population ne traduisent pas un accroissement des inégalités.

Tableau 2. **Évolution de la pauvreté à Lima métropolitaine 1985-1997**

	1985	1990	1994	1996	1997
Pauvreté					
Incidence	31,9	34,0	35,6	40,5	35,6
Intensité	8,2	11,3	10,1	9,0	9,4
Sévérité	3,0	5,2	4,0	3,4	3,4
Pauvreté extrême					
Incidence	4,3	15,8	5,0	5,2	2,3
Intensité	0,9	4,1	1,1	0,7	0,3
Sévérité	0,3	1,6	0,3	0,002	0,1
Observations	4 124	6 441	4 189	2 945	4 894

L'incidence de la pauvreté est le pourcentage des pauvres sur la population totale.
L'intensité de la pauvreté mesure le déficit moyen des dépenses (écart moyen par rapport à la ligne de pauvreté).
L'ampleur de la pauvreté mesure l'inégalité parmi les pauvres.
Source : calculs de l'auteur, établis à partir des enquêtes ennu. Les indicateurs de pauvreté ont été estimés au niveau des individus en considérant les dépenses totales par tête des ménages sans échelle d'équivalence.

Une évolution similaire se constate au niveau national, la pauvreté augmente dramatiquement entre 1985 et 1991 (de 41,6 % à 57,4 %), puis diminue légèrement et atteint 53,4 % en 1994 puis 50,7 % en 1997. La progression de la pauvreté est forte tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Alors que la pauvreté concerne environ un tiers des citadins en 1985, ce sont

(18) Sont considérés comme pauvres les individus dont les dépenses ne dépassent le coût du panier de consommation de base. Sont pauvres extrêmes ceux dont les dépenses sont inférieures au coût du panier alimentaire.
(19) Il s'agit des indicateurs P1 et P2 de pauvreté de Foster-Geer-Thorbeck.

plus de la moitié d'entre eux (53,3 %) qui sont affectés en 1991. Dans les zones rurales, la pauvreté s'étend au point de concerner plus de huit habitants sur dix en 1991, soit une progression de près de trente points par rapport à la situation qui prévalait en 1985 (Escobal, Saavedra et Torero, 1998, 5).

Les bouleversements intervenus dans les hiérarchies concernent pas seulement les positions relatives, mais affectent aussi de larges segments de la population intégrés dans les classes moyennes modernes, qui sont soudain dépouillées de leurs biens matériels, ce qui engendre une situation de paupérisation pour beaucoup d'entre eux. Entre 1985 et juin 1990, c'est-à-dire avant le fujichoc, les dépenses réelles des ménages se divisées par deux (- 53 %). Ce phénomène concerne presque autant ceux qui habitaient dans les quartiers populaires (- 50 %) que ceux des quartiers aisés (- 43 % de baisse dans les districts de San Isidro, Miraflores et San Borja). En juin 1990, le niveau de vie mesuré par les dépenses des ménages résidant dans les quartiers habités par la classe moyenne et les ouvriers rejoint celui dont disposaient les habitants des *conos* en 1985²⁰.

En définitive, les évolutions économiques de la période 1985-1997 suggèrent que des variations sont intervenues en matière d'inégalité et de mobilité économique, dans un contexte de pauvreté relativement étendue. Qu'en est-il réellement ? L'inégalité a-t-elle augmenté ? Assiste-t-on à un phénomène de polarisation économique des ménages ? Les pauvres sont-ils toujours les mêmes tout au long de cette période fort contrastée, ou bien constate-t-on une certaine mobilité économique ? Combien d'individus sont-ils sortis de la pauvreté ? Ou bien dans quelle mesure les Liméniens sont-ils paupérisés au cours de l'ajustement économique ? Et ces nouveaux pauvres présentent-ils des caractéristiques particulières ? Quelles stratégies ont-ils déployées ? Ce texte tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions (cf. infra). Mais, d'ores et déjà, il faut remarquer que seul l'examen des indicateurs de mobilité économique fondés sur le suivi de ces mêmes ménages dans le temps peut permettre de répondre de façon précise à ces questions.

L'évolution des inégalités

Contrastant avec l'évolution de la pauvreté, l'inégalité (mesurée par le coefficient de Gini) montre une relative stabilité tout au long de la période étudiée, malgré les amples fluctuations macroéconomiques et les divers indices qui suggèrent une plus grande mobilité économique. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées au sujet de la répartition des revenus. On pourrait supposer que celle-ci n'a pas subi de transformation majeure : chaque segment de la distribution ayant vu son niveau de revenu varier dans les mêmes proportions, maintenant intact le degré d'inégalité. Cette stabilité de l'inégalité est aussi compatible avec une accélération de la mobilité, les ménages interchangeant leur position relative dans la distribution sans que celle-ci soit devenue plus ou moins inégalitaire. En réalité, ces deux hypothèses ne sont pas contradictoires. Il s'agit de deux perspectives différentes. La première compare la distribution d'une période à l'autre, sans considérer s'il s'agit ou non des mêmes ménages, tandis que la seconde examine les trajectoires individuelles des ménages au cours du temps.

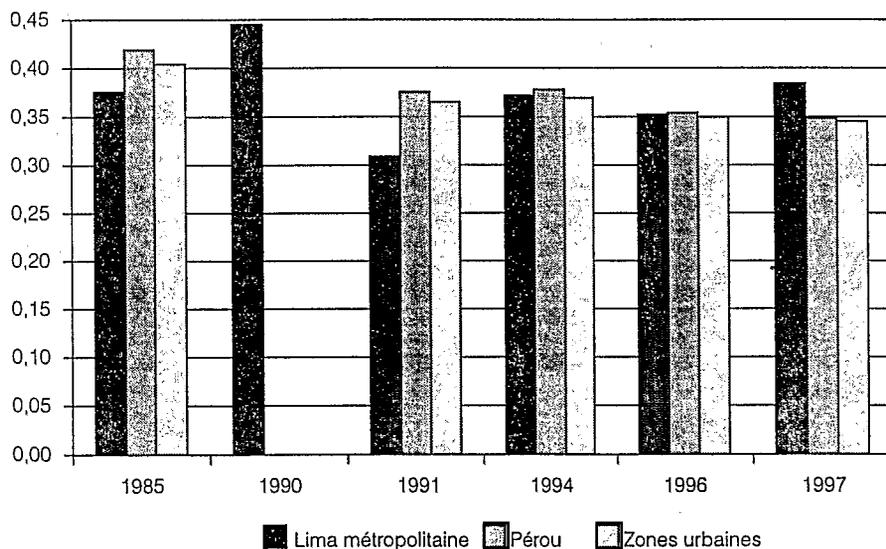
(20) Glewwe et Hall, 1992, 16-19.

L'analogie est souvent faite avec le fonctionnement d'un hôtel. A tout moment, l'hôtel dispose de chambres de standing, standard et bas de gamme. Ceci constitue une inégalité constante permanente, sauf si le propriétaire décide d'améliorer certaines chambres. La mobilité, avec une inégalité constante à court terme, est illustrée par le fait que les clients peuvent changer de chambre, passer d'une chambre de catégorie supérieure à une chambre de catégorie basse et vice versa, après un temps de séjour plus ou moins long. Les ménages liméniens se sont tous vus retirer des meubles de leur chambre ; au même moment, certains ont dû quitter leur chambre confortable pour une chambre plus modeste tandis que d'autres, habitués à un confort spartiate, ont pu accéder à un meilleur confort.

Entre 1985 et 1990, se produit un accroissement des inégalités des niveaux de vie, mesuré par les dépenses des ménages de la capitale. Le déclenchement du processus d'hyperinflation et les différentes capacités de réaction des ménages dans un contexte récessif provoquent une différenciation sociale majeure, certaines catégories de la population ayant pu, mieux que d'autres, atténuer l'impact négatif de la crise. Le fujichoc a un impact immédiat, réduisant fortement l'inégalité en même temps que les dépenses réelles de l'ensemble de la population. En revanche, la reprise économique de 1994 à 1997 entraîne un rapide accroissement des inégalités. Celles-ci sont encore plus importantes que les années précédentes, à l'exception de 1990.

Paradoxalement, c'est lorsque la pauvreté recule et se stabilise durant la phase de croissance rapide que les inégalités augmentent. Ces évolutions ne dépendent ni de la définition des dépenses ni de l'ajustement de l'échelle d'équivalence. L'inégalité est moindre si l'on ne considère que les dépenses alimentaires.

Graphique 1. Évolution des inégalités, 1985-1997



Source : Pour Lima métropolitaine, les estimations de l'auteur sont établies à partir des enquêtes enniv. Les coefficients de Gini sont calculés pour les dépenses par tête au niveau des individus sans échelle d'équivalence. Les estimations nationales et du secteur urbain 1985-1996 proviennent de Escobal, Saavedra et Torero (1998, 15), les estimations nationales et du secteur urbain de 1997 de la Banque mondiale (1998, 12).

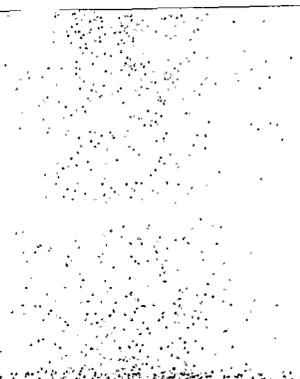


Tableau 3. Coefficients de Gini, Lima métropolitaine

	1985-86	1990	1991	1994	1996	1997
Dépenses totales par tête	0,381 (0,376)	0,465 (0,445)	0,335 (0,310)	0,395 (0,372)	0,387 (0,352)	0,429 (0,384)
Dépenses totales par tête (équivalent adulte)	0,357 (0,357)	0,420 (0,404)	0,303 (0,298)	0,361 (0,350)	0,355 (0,331)	0,389 (0,364)
Dépenses alimentaires par tête	0,339 (0,327)	0,411 (0,389)	0,283 (0,273)	0,295 (0,279)	0,288 (0,271)	0,337 (0,306)
Dépenses alimentaires par tête (équivalent adulte)	0,328 (0,322)	0,378 (0,364)	0,276 (0,268)	0,279 (0,271)	0,264 (0,257)	0,310 (0,291)
Nombre de ménages	726	1 500	406	841	596	980
Nombre d'individus	4 124	7 449	2 115	4 189	2 945	4 894

Source : calculs établis à partir des enquêtes annuelles 1985-86, 1990, 1991, 1994, 1996 et 1997. Les coefficients de Gini ont été calculés pour les individus (entre parenthèses) et pour les ménages (sans parenthèses).

**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

82

Les études sur l'évolution de l'inégalité au Pérou à partir des comparaisons intertemporelles des coefficients de Gini examinent rarement la justesse de leurs conclusions. Cependant, seul l'examen des courbes de Lorenz en termes de dominance stochastique²¹ pour les différentes années considérées permet de tirer des conclusions solides quant à l'accroissement ou la diminution des inégalités. Or, lorsque les courbes de Lorenz se croisent, la comparaison des coefficients de Gini est rendue incertaine. Le graphique 2 montre la distance qui existe par rapport à la diagonale pour les différentes courbes de Lorenz de la dépense par tête à Lima. Celles de 1985-86 et de 1994 se croisent, en particulier sur les percentiles supérieurs de la distribution. Toutefois, on peut conclure que, en 1990, l'inégalité est supérieure à celle de toutes les autres années, la distance par rapport à la diagonale étant toujours plus grande que pour les autres années. En revanche, les courbes de Lorenz de 1994 et de 1985 se croisent tout en étant assez proches. Lorsque l'on considère les intervalles de confiance (estimés par la méthode de bootstrap²²), se vérifie le fait que l'inégalité atteint en 1990 un sommet supérieur à toutes les autres années et que, en 1997, l'inégalité est incontestablement plus marquée qu'en 1985 et 1996. Pour toutes les autres années, les intervalles de confiance ont des intersections.

Inégalité et polarisation de la distribution

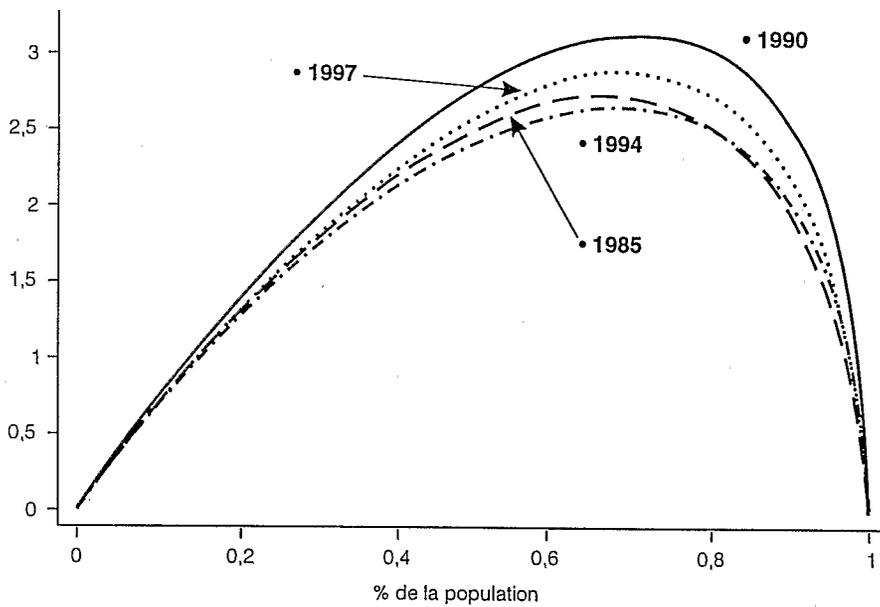
La diminution de l'inégalité a-t-elle été concomitante à une diminution de la polarisation de la distribution ? Wolfson a montré que les indicateurs standard de l'inégalité, comme le coefficient de Gini, ne peuvent pas rendre compte du phénomène de polarisation, qui implique une tendance à la bimodalité de la distribution (Wolfson, 1997). On peut avoir une courbe de Lorenz plus proche de la diagonale dans une distribution bimodale que dans le cas d'une courbe caractérisée par une distribution plus uniforme. Les concepts d'inégalité et de polarisation sont donc deux concepts différents.

(21) Cette méthode consiste à examiner l'ensemble de la distribution et ne constitue pas un indicateur synthétique comme, par exemple, le coefficient d'inégalité de Gini.

(22) Cette méthode consiste à tirer de multiples échantillons depuis l'échantillon initial et, à partir de là, à calculer les écart types et les intervalles de confiance des indicateurs, de Gini dans ce cas précis.

Wolfson propose un indicateur de polarisation qui est une transformation du coefficient de Gini. Pour cela, il ajoute à la courbe de Lorenz une courbe tangente à la médiane en prolongeant les coordonnées vers le bas. La superficie donnée par A + B indique le degré de polarisation. La formule pour l'estimation de cette superficie est : polarisation $P = 2 (2 T - \text{Gini}) / \text{mtan}$ ²³.

Graphique 2. Distance des courbes de Lorenz par rapport à la diagonale (Lima métropolitaine)



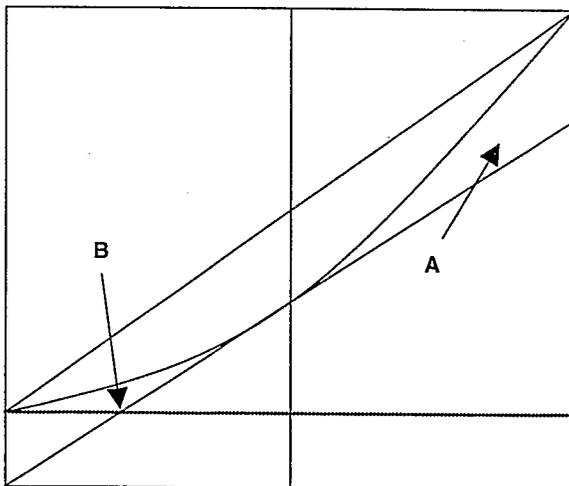
**Problèmes
d'Amérique
latine**

N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

83

Graphique 3. Représentation graphique de l'inégalité et de la polarisation



(23) M_{tan} = la tangente médiane = médiane/moyenne
 $T = 0,5 - L(0,5)$, qui est la différence entre 50 % et la proportion des dépenses de la seconde moitié des ménages.

Tableau 4. Coefficients de polarisation des dépenses

Définition des dépenses	1985	1990	1991	1994	1996	1997
Dépenses totales par tête	0,3835	0,3767	0,2648	0,2877	0,2844	0,2808
Dépenses totales par tête (équivalent adulte)	0,2611	0,3352	0,2487	0,2296	0,2277	0,2508
Dépenses alimentaires par tête	0,3112	0,3295	0,2500	0,2803	0,2637	0,2949
Dépenses alimentaires par tête (équivalent adulte)	0,2520	0,2873	0,2257	0,2257	0,2179	0,2398

Source : calculs établis à partir des enquêtes ennv 1985-86, 1990, 1991, 1994, 1996 et 1997.

L'examen du coefficient de polarisation conduit à constater une similitude de profil avec le niveau et l'évolution du coefficient de Gini excepté en 1990. Cette année-là, le degré de polarisation ne varie pas, malgré l'accroissement sensible de l'inégalité. En revanche, lorsque, avec la reprise de la croissance, les inégalités diminuent entre 1990 et 1994, la polarisation baisse elle aussi. La période 1994-97, qui connaît une stabilité de la pauvreté et de la polarisation, voit l'inégalité s'accroître à nouveau. En définitive l'idée selon laquelle les classes moyennes auraient eu tendance à disparaître au cours de la période 1985-97 ne trouve pas d'assise empirique, tout au moins dans une optique centrée uniquement sur la répartition des niveaux de vie. Les mesures d'ajustement prises en août 1990 semblent avoir concerné également les ménages à forts revenus, de sorte que l'inégalité et la polarisation des niveaux de vie ont été réduites.

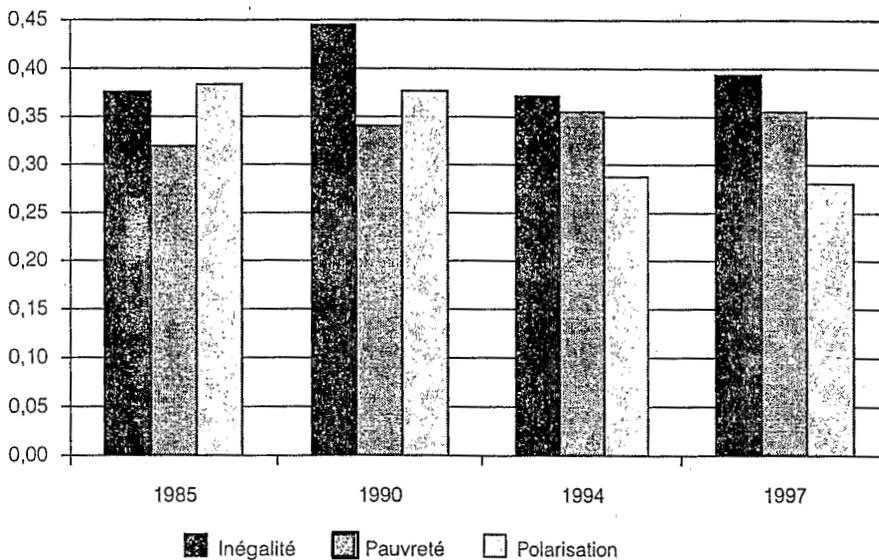
La classe moyenne traditionnelle, composée pour l'essentiel de salariés du secteur public et des entreprises modernes, a subi, en termes relatifs, la perte de statut la plus importante : d'abord, une sévère diminution de son pouvoir d'achat, ensuite un recul de l'emploi et, enfin, une instabilité associée aux nouvelles règles du marché du travail à la suite des réformes et de la dérégulation mises en œuvre sous la présidence de A. Fujimori. Nombre des membres de cette ancienne classe moyenne, autrefois assuré d'occuper un emploi de cadre, exercent un emploi informel de chauffeur de taxi, et sont à la recherche d'un complément de revenu, voire d'un revenu principal. La classe moyenne liménienne, de même que la classe moyenne américaine durant le gouvernement de Ronald Reagan, connaît une spirale descendante qui conduit un grand nombre de ses membres à émigrer pour échapper à une paupérisation certaine²⁴. Mais celle-ci n'a pas pour autant disparu, comme le confirme l'évolution de l'indicateur de polarisation. Avec l'essor de la petite entreprise informelle, les membres de l'ancienne classe moyenne ont été en bonne partie remplacés par une nouvelle population d'entrepreneurs pour la plupart d'origine andine, qui ont façonné à leur manière les modes prédominants de consommation et les pratiques culturelles, donnant ainsi à Lima un nouveau visage, en accord avec leur poids démographique et maintenant économique.

Les difficultés éprouvées pour établir des conclusions sur la distribution des dividendes de la croissance tiennent donc non seulement aux évolutions contrastées des indicateurs conceptuellement distincts de pauvreté

(24) Les avatars de la génération du baby-boom et de la fin du « rêve américain » sont analysés par Newman (1993). Il semble n'exister aucune étude sur la mobilité sociale à Lima bien que de multiples allusions à la mobilité ascendante se trouvent dans les travaux scientifiques et œuvres littéraires (cf. Portocarrero (1993b) et l'analyse de Higgings (1991) à propos du changement social chez Ribeiro).

d'inégalité et de polarisation et aussi à la perspective statique adoptée jusqu'à maintenant, qui se limite à comparer la photographie d'une année avec celle des années suivantes (cf. *infra*).

Graphique 4. Évolution de l'inégalité, de la pauvreté et de la polarisation des niveaux de vie (Lima métropolitaine, 1985-1997)



**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique
85

Source : calculs établis à partir des enquêtes annuelles 1985-86, 1990, 1991, 1994 et 1997. Les différents indicateurs ont été estimés à partir de la dépense par tête.

La mobilité économique à Lima

Selon les sociologues américains, pionniers dans les études sur la mobilité sociale, celle-ci résulte de deux processus distincts : une mobilité structurelle et une mobilité d'échange. La première fait référence aux changements socio-démographiques structurels en quelque sorte assimilables à l'offre de statut, tandis que la seconde correspond au fonctionnement même du système social. C'est dans cette dernière perspective qu'ont été analysées l'égalité de chances et la mobilité « pure » ou d'échange (Cuin, 1993, 126)²⁵. Les économistes ont repris cette distinction et dénommé la première « mobilité totale » et la seconde « mobilité relative » (lorsque les individus/ménages échangent leurs positions relatives) (Behrman, 1998 ; Atkinson, Bourguignon, Morrison, 1992). Pour Fields, le premier type de mobilité résulte de la croissance générale des revenus, tandis que le second se réfère aux transitions entre les différentes classes des revenus sans que la répartition des revenus ait changé.

Avant de rentrer dans le détail des estimations de la mobilité, il est important de préciser la nature de la mobilité étudiée. Selon les horizons temporels, on peut distinguer : la mobilité de court terme liée à la conjoncture économique, la mobilité au long du cycle de vie, la mobilité intergénérationnelle.

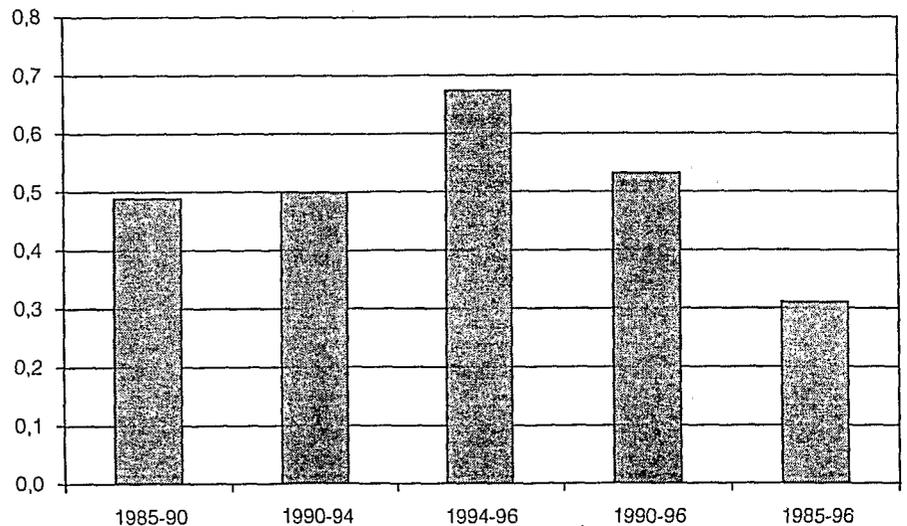
(25) La notion d'égalité d'opportunités d'un point de vue sociologique se trouve chez Boudon (1978). Elle a été récemment formalisée par Roemer (1998).

Étant donné la faible ampleur de la période considérée, cette étude analyse uniquement la mobilité de court terme, bien que des effets liés au cycle de vie puissent être présents dans les transitions observées. Elle présente ensuite des estimations pour les divers indicateurs de mobilité appliqués aux dépenses par tête pour les ménages pour lesquels on dispose d'informations tout au long de la période étudiée ²⁶.

Le coefficient de corrélation

Le coefficient de corrélation est une mesure de dépendance intertemporelle. Plus grand est le coefficient de corrélation, plus élevé est le degré de permanence ou l'inertie de la distribution initiale des revenus. Inversement, une faible corrélation signifie que la distribution actuelle ne s'explique pas par la distribution passée des revenus ou des dépenses. Cette approche implique une vision « continue » de la mobilité, à la différence de l'approche des matrices de transition qui impliquent une vision « discrète » de la mobilité (cf. *infra*).

Graphique 5. La mobilité économique dans le temps (*)



* : coefficient de corrélation des rangs de dépenses par tête (coefficients de Spearman)
Source : calculs de l'auteur, établis à partir des enquêtes eniv 1985-86, 1990, 1994 et 1996.

(26) Comme le font remarquer Fields et Ok, le concept de mobilité est polysémique (Fields et Ok, 1996, Fields, 1998). Les auteurs distinguent cinq notions différentes de mobilité. En termes de dépendance temporelle, les revenus de la période t dépendent des revenus des périodes antérieures ($t-1, t-2, \dots$). Lorsque l'on utilise des données désagrégées par ménage ou individus, la dépendance temporelle peut être appréciée à travers les coefficients de corrélation. Dans le cas d'une approche agrégée ou macro, la dépendance est mesurée par le biais d'une matrice de transition (tests de χ^2 , Cramer, etc.). L'approche en termes de proportion des revenus totaux est équivalente à l'approche de corrélation du niveau des revenus ou des dépenses. Selon l'analyse en termes du changement de la position des individus, les indicateurs les plus utilisés sont le taux d'immobilité et le saut absolu moyen. En termes de mouvements symétriques des revenus, l'on s'intéresse à l'ampleur des variations des revenus sans prêter attention à leur direction (Fields et Ok, 1996). En termes de direction des mouvements des revenus ou des dépenses, on distingue des gagnants et des perdants (direction et variation absolues des revenus ou des dépenses). Une représentation graphique et un examen de la dominance ont été proposés par Fields (Fields, 1998).

Ainsi, les coefficients de corrélation entre les numéros d'ordre qu'occupent les ménages dans la répartition des dépenses (corrélation des rangs) pour les sous-périodes 1985-1990 et 1990-1996 se situent autour de 0,5. Ce qui signifie que, au bout de cinq ans, pas plus de 50 % de la dispersion finale des dépenses « s'explique » encore par la dispersion initiale des dépenses. Pour l'ensemble de la période 1985-1996, la corrélation est assez faible (d'environ 0,30), et reflète les bouleversements intervenus dans la hiérarchie des ménages dans l'échelle économique. Il n'y a pas de changement dans le degré de « redistribution » observé durant le gouvernement de A. García par rapport au gouvernement de A. Fujimori (cf. le graphique 5).

Les matrices de transition

Les enquêtes par panel, en suivant les mêmes ménages dans le temps, permettent de distinguer les entrées dans un état de pauvreté ainsi que les sorties, à la différence des enquêtes classiques où s'observent uniquement les soldes nets. Il ne s'agit plus de comparer deux photographies de l'ensemble de ménages prises à différentes années, mais de voir en quelque sorte l'évolution de leur trajectoire au travers du suivi des mêmes ménages dans le temps.

Les matrices de transition permettent d'apprécier de manière synthétique les changements de positions relatives des ménages dans l'échelle économique. Ces matrices permettent de mesurer le pourcentage d'individus observés à la période initiale dans le quintile j (ou en situation de pauvreté) se trouve dans le même quintile (ou sont entrés ou sortis de la pauvreté) ou dans un autre, à la période $t + k$. Cela met en évidence les asymétries du processus de mobilité. Le degré de mobilité ascendant peut être inférieur à celui de la mobilité descendante, la différence étant absorbée par la mobilité des segments intermédiaires. Cette approche est applicable et est étendue plus avant aux transitions entre pauvreté et non-pauvreté au cours du temps.

Avant d'interpréter les résultats obtenus, il convient de signaler que, en classant les ménages en termes de quintiles, sont uniquement considérés les mouvements relatifs dans la répartition, sans que l'on puisse juger ces mouvements en termes d'amélioration ou non des niveaux de vie. Il suffit que d'autres ménages aient eu une évolution plus défavorable que d'autres pour que ceux-ci « améliorent » leur situation. On doit se garder d'extrapoler à partir des transitions observées en les projetant sur une période future, car les tests statistiques conduisent à rejeter l'hypothèse d'indépendance des distributions (les probabilités de transition ne sont pas constantes dans le temps, elles dépendent de l'histoire passée). On doit aussi considérer que la même matrice de transition est applicable à tous les individus²⁷. Il convient aussi de rappeler que l'on émet implicitement l'hypothèse selon laquelle la mobilité est un phénomène discret et que, par conséquent, la mobilité à l'intérieur d'un même quintile n'a pas de signification. Enfin, la dimension considérée de la matrice n'est pas sans incidence sur le degré de mobilité (plus on désagrège les catégories de dépenses, plus la mobilité sera importante).

(27) L'hypothèse de l'homogénéité des ménages peut être abandonnée dans le cas des modèles qui distinguent deux catégories de population : les mobiles et les immobiles. Cf. le travail pionnier de McCall (1971).

La mobilité observée entre 1985 et 1996

Les matrices de transition obtenues permettent de constater que des changements significatifs des positions relatives des ménages se sont produits dans l'échelle économique, contredisant ainsi l'idée répandue d'une société hiérarchisée, rigide, offrant de faibles opportunités de mobilité ascendante et permettant aux nantis de conserver leur statut. En effet, moins de la moitié des ménages reste dans le quintile le plus pauvre (ou le plus riche) d'une période sur l'autre. On constate également une accélération de la mobilité au cours des années 1990 par rapport à la seconde moitié des années 1980, en particulier en ce qui concerne les ménages situés dans les segments moyens de la distribution. Si la mobilité ascendante des plus pauvres concerne 50 % d'entre eux entre 1985 et 1990, ce pourcentage s'élève à près de 60 % entre 1990 et 1996. De quelles strates proviennent alors les nouveaux pauvres et vers quelles strates migrent alors les ménages anciennement les plus pauvres ?

Tableau 5. La mobilité économique à travers les matrices de transition (dépenses par tête entre 1990 et 1996)

Matrices de transition entre 1985-86 et 1990

Quintiles 1985-86	Quintiles 1990				
	I	II	III	IV	V
I	48,3 %	24,1 %	16,6 %	6,2 %	4,8 %
II	29,9 %	23,6 %	25,0 %	11,8 %	9,7 %
III	11,8 %	25,7 %	29,2 %	25,0 %	8,3 %
IV	7,6 %	15,3 %	17,4 %	32,6 %	27,1 %
V	2,8 %	11,1 %	11,8 %	24,3 %	50,0 %

Matrices de transition entre 1990 et 1994

Quintiles 1990	Quintiles 1994				
	I	II	III	IV	V
I	36,5 %	31,8 %	16,5 %	11,8 %	3,5 %
II	23,8 %	23,8 %	28,6 %	15,5 %	8,3 %
III	22,6 %	21,4 %	23,8 %	21,4 %	10,7 %
IV	10,7 %	17,9 %	15,5 %	28,6 %	27,4 %
V	7,1 %	4,8 %	15,5 %	22,6 %	50,4 %

Matrices de transition entre 1994 et 1996

Quintiles 1994	Quintiles 1996				
	I	II	III	IV	V
I	55,3 %	27,1 %	8,2 %	5,9 %	3,5 %
II	27,4 %	29,8 %	23,8 %	14,3 %	4,8 %
III	9,5 %	25,0 %	36,9 %	19,1 %	9,5 %
IV	7,1 %	13,1 %	22,6 %	34,5 %	22,6 %
V	1,2 %	4,8 %	8,3 %	26,2 %	59,5 %

Matrices de transition entre 1990 et 1996

Quintiles 1990	Quintiles 1996				
	I	II	III	IV	V
I	43,5 %	30,6 %	15,3 %	8,2 %	2,4 %
II	22,6 %	15,5 %	29,8 %	23,8 %	8,3 %
III	22,6 %	25,0 %	22,6 %	19,1 %	10,7 %
IV	7,4 %	23,8 %	20,2 %	25,0 %	23,8 %
V	4,8 %	4,8 %	11,9 %	23,8 %	54,8 %

Source : calculs établis par l'auteur à partir des enquêtes en 1985/86, 1990, 1994 et 1996. Dépenses par tête.

Les matrices de transition montrent clairement que la mobilité ascendante des strates les plus basses s'est produite au détriment des strates moyennes (quintiles II et III) qui subissent une mobilité descendante assez forte, particulièrement durant les années 1990. Ces quintiles renouvellent leurs effectifs pour un peu plus de 70 % entre les différentes dates. On constate une plus forte mobilité entre les strates basses et moyennes au cours de la période 1990-1994 qui fut celle de l'hyperinflation, de la récession et du fujichoc, que pendant la phase de croissance de 1994-96. De plus, les ménages situés aux deux extrêmes, les plus pauvres et les plus riches, ont tendance à conserver plus que par le passé leurs positions relatives.

Comment juger si la mobilité est élevée ou pas, et par rapport à quelle norme ? Comment savoir si, de manière globale, elle augmente ou diminue au cours des différentes phases économiques ? Pour cela, sont définis les états de l'immobilité et de la mobilité parfaite. On se trouve dans le premier cas lorsque tous les ménages conservent leur position relative originale dans la répartition. Ceci se manifeste par le fait que tous les ménages se trouvent sur la diagonale de la matrice de transition et aucun d'entre eux dans les autres cellules de la matrice. Le second cas correspond à la situation où tous les ménages ont une égale probabilité de se retrouver dans n'importe quelle cellule, indépendamment de leur position initiale. Dans le cas d'une distribution en quintiles, 20 % des individus devraient se trouver dans chacune des cellules.

Indicateurs synthétiques de mobilité des matrices de transition

Le taux d'immobilité est le pourcentage moyen d'individus se trouvant sur la diagonale de la matrice de transition. Il est défini de manière moins stricte en incluant une ou deux cellules voisines. Cet indice est égal à 100 pour un cas d'immobilité parfaite et de 20 % pour un cas de mobilité parfaite. En moyenne, 37 % des ménages ont conservé la même position relative dans la distribution des dépenses selon les quintiles au cours de la période 1985-1990, alors qu'ils étaient 33 % à maintenir leur position relative entre 1990 et 1996. Cette importante mobilité a été cependant de courte portée, car 76 % sont restés dans la diagonale et la cellule voisine entre 1985 et 1990 (ils étaient 71 % dans la seconde période). L'immobilité des individus peut paraître élevée si on la juge par rapport à la mobilité parfaite, car les indices ont une valeur qui représente presque le double de la valeur attendue avec une mobilité parfaite et sont davantage éloignés de celle-ci si l'on considère aussi les cellules adjacentes. Cependant, le fait qu'entre un quart et un cinquième des ménages se déplace de plus de deux quintiles ou plus représente plutôt une faible immobilité, eu égard à l'idée préconçue couramment acceptée concernant la société péruvienne.

Le taux d'immobilité a l'inconvénient de ne pas considérer la possibilité d'échange au long de la diagonale et n'est pas sensible à la distance parcourue par les individus qui quittent leur position initiale. Qu'un individu pauvre atteigne le quintile le plus riche ou un autre moins élevé n'est pas révélé par cet indicateur. Pour remédier à cette seconde limitation,

**Problèmes
d'Amérique
latine**

N° 38

juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

89

un autre indicateur a été proposé : le saut absolu moyen (Bourguignon et Morrison, 1984, 933). Celui-ci est défini comme la moyenne des différences, en valeur absolue, entre le rang de la classe occupé par un individu à la période initiale et le rang qu'il occupe à la période finale. La valeur obtenue est comparée avec celle constatée lorsque la mobilité est parfaite (1,62 dans le cas d'une matrice de quintiles). On doit également considérer que le nombre de classes que peut, au maximum, parcourir un individu n'est pas le même s'il se trouve à un extrême de la distribution ou dans les segments intermédiaires. Dit autrement, le coefficient de mobilité parfaite varie selon les quintiles.

Tableau 6. Indicateurs synthétiques de mobilité de matrices de transition

	1985-90	1990-94	1994-96	1990-96
Le taux d'immobilité (% sur la diagonale)	36,7 %	32,6 %	43,2 %	32,3 %
Le taux d'immobilité (% diagonale et deux cellules adjacentes)	76,4 %	71,1 %	82,0 %	71,3 %
Pourcentage qui se déplace d'un quintile	39,7 %	38,5 %	38,8 %	39,0 %
Pourcentage qui se déplace de deux quintiles ou plus	23,6 %	28,9 %	18,0 %	28,7 %
Le saut moyen absolu	0,968	1,078	0,812	1,052
En % de la mobilité parfaite	60,5 %	67,4 %	50,8 %	65,8 %

Source : calculs établis par l'auteur à partir des enquêtes anniv 1985-86, 1990, 1994 et 1996. Dépenses par tête.

Le tableau 7 présente les résultats détaillés du saut moyen absolu par quintile et pour les différentes sous-périodes. Ceci permet de discerner sur quels quintiles la distribution se montre plus « flexible » quant à la distance parcourue par les ménages. Les ménages se trouvant dans les quintiles extrêmes ont une mobilité plus éloignée de la mobilité parfaite que ceux qui se trouvent dans les quintiles intermédiaires. Il existe donc une plus grande rigidité dans les strates extrêmes de la distribution des dépenses des ménages à Lima. Et il s'avère que la redistribution des positions relatives a lieu surtout parmi les ménages se trouvant sur les strates moyennes. On voit à nouveau que la mobilité est à son point le plus bas en 1994-96, quel que soit le quintile considéré. Néanmoins, le degré de mobilité tel qu'il a été mesuré dépend du nombre de classes considérées, du nombre d'années qui sépare l'année initiale de l'année finale, de la dispersion à l'intérieur de chaque classe et des erreurs de mesure des dépenses.

Tableau 7. Saut absolu moyen selon les quintiles des dépenses

Quintiles	Mobilité parfaite	1985-90	1990-94	1994-96	1990-96
I	0,40	0,28	0,32	0,18	0,26
II	0,28	0,22	0,24	0,19	0,32
III	0,24	0,20	0,33	0,19	0,33
IV	0,28	0,23	0,29	0,20	0,31
V	0,40	0,26	0,27	0,14	0,21
Total	1,60	0,968	1,078	0,812	1,052

Source : calculs établis par l'auteur à partir des enquêtes anniv 1985/86, 1990, 1994 et 1996.

Les entrées dans la pauvreté et les sorties de cette condition

Dans quelle mesure la pauvreté est-elle un phénomène permanent ou transitoire ? Les pauvres le restent-ils toujours, et dans quelle proportion sortent-ils de la pauvreté ? Quel pourcentage de non-pauvres deviennent pauvres ? Comment cette mobilité a-t-elle évolué au cours des années 1990 ? Pour y répondre, est analysé un panel composé de 421 ménages (près de 2 000 individus) présents lors de chacune des enquêtes annuelles effectuées en 1990, 1994 et 1996 (est adoptée une mesure absolue de pauvreté où l'on retient les lignes de pauvreté estimées par l'institut Cuánto S. A.). Les diagrammes et les matrices de transition suivants présentent les résultats obtenus.

Selon un premier constat, environ la moitié des ménages pauvres en 1990 sort de la pauvreté en 1994. Cependant, sortir de la pauvreté entre 1990 et 1994 ne leur garantit pas d'atteindre de manière définitive un niveau de vie satisfaisant. Car environ un quart d'entre eux connaissent de nouveau la pauvreté en 1996. Ceci signifie que la mobilité ascendante de ces ménages vulnérables doit être appréciée sur une longue période et non à court terme. Autrement dit, le taux de mobilité entre deux périodes courtes ne peut pas être extrapolé afin de calculer le taux de pauvreté de long terme ni pour estimer combien de points de croissance sont nécessaires pour réduire la pauvreté. Une forte dépendance des conditions initiales persiste malgré la forte mobilité observée. D'autre part, en 1990, un cinquième des ménages non pauvres se trouve en situation de pauvreté en 1994.

**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

91

Tableau 8. Transitions de pauvreté 1990-1994

Pauvreté en 1990	Pauvreté en 1994			
	(total)	Pauvres	Non-pauvres	Total
Non-pauvres	(65)	21,5	78,5	100,00
Pauvres	(35)	48,6	51,4	100,00
Total	(100)	(31)	(69)	100,00

Les lignes se réfèrent à la situation des ménages en 1990. Dans les colonnes, on peut voir ce que ces mêmes ménages sont devenus en 1994 quant à leur situation : sont-ils devenus pauvres ou non pauvres. Ainsi, sur le total de pauvres de 1990, 51,4 % sont sortis de la pauvreté en 1994 et 48,6 % sont restés dans cette situation. Quant aux non-pauvres de 1990, 21,5 % sont devenus pauvres et 78,5 % échappaient toujours à la pauvreté en 1994. Entre parenthèses, figure le pourcentage des pauvres ou des non-pauvres par rapport au total de la population. Source : élaboration faite par l'auteur à partir des enquêtes annuelles 1990 et 1994.

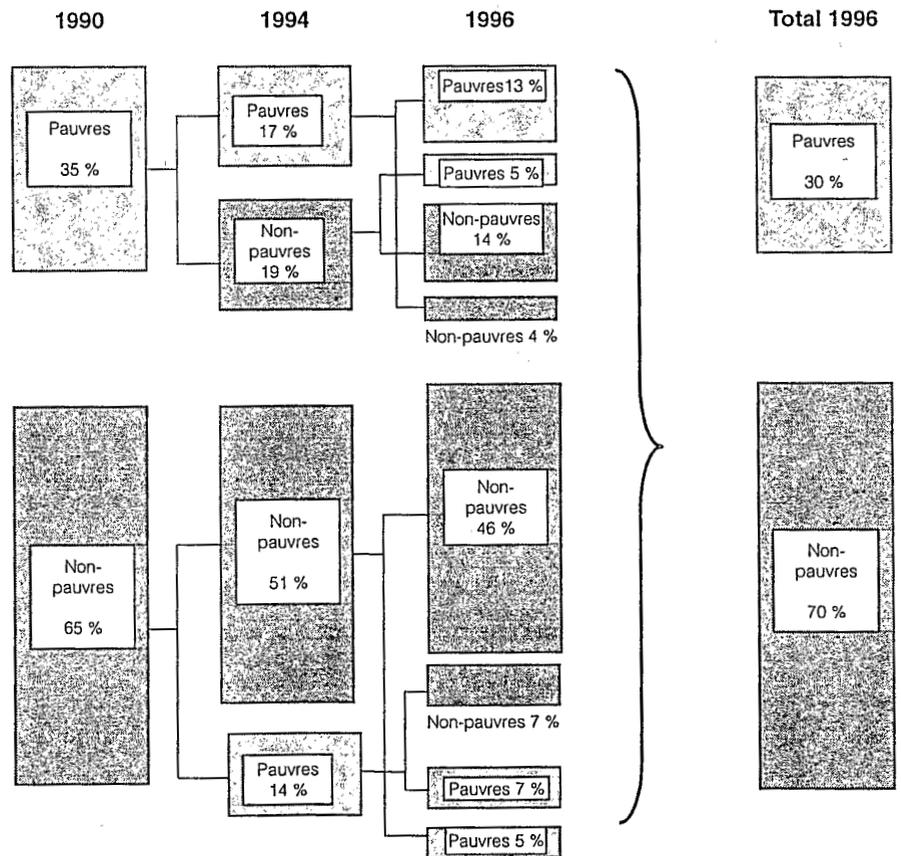
Tableau 9. Transitions de pauvreté 1994-1996

Pauvreté en 1994	Pauvreté en 1996			
	(total)	Pauvres	Non-pauvres	Total
Non-pauvres	(69)	13,0	87,0	100,00
Pauvres	(31)	64,5	35,5	100,00
Total	(100)	(30)	(70)	100,00

Source : élaboration faite par l'auteur à partir des enquêtes annuelles 1994 et 1996.

Selon un deuxième constat, sur un total de près de 32 % de pauvres observés chaque année, seulement 13 % sont des pauvres permanents dont les dépenses par tête se trouvent en dessous de la ligne de pauvreté au cours de chacune des années d'enquête. Les deux tiers restants, soit 19 %, sont des pauvres transitoires, des individus vulnérables qui transitent entre pauvreté et non-pauvreté au gré des avatars personnels et de la conjoncture macroéconomique. Les ménages qui n'ont jamais été confrontés à la pauvreté représentent seulement 46 % de l'ensemble des ménages. Si l'on additionne les pauvres permanents et les pauvres transitoires, on s'aperçoit que près de six ménages liméniens sur dix ont connu la pauvreté à un moment ou à un autre durant la période 1990-1996, dans une proportion très supérieure à l'incidence de pauvreté annuelle (qui varie entre 30 % et 35 % pour cette sous-période).

Graphique 6. Flux des entrées dans la pauvreté et des sorties



Panel de 421 ménages. Lima métropolitaine

Un ménage a moins de chance de sortir de la pauvreté lorsqu'il a déjà expérimenté une situation de pauvreté dans le passé²⁸. Seulement un cinquième des ménages pauvres en 1990 et en 1994 réussit à sortir de la pauvreté en 1996. Ceci n'est seulement pas une caractéristique du phénomène de la pauvreté permanente, mais semble lié aux caractéristiques de la période 1994-96. Les inégalités augmentent et les probabilités de sortie de pauvreté s'amenuisent, car seul un tiers des ménages pauvres réussit à sortir d'une telle condition en 1996. De 1994 à 1996, moins de ménages connaissent la pauvreté que pendant la période de 1990-94 (un dixième contre un cinquième). En somme, la vulnérabilité des ménages non pauvres semble s'être atténuée au moment même où il est plus difficile pour les pauvres d'échapper à leur condition.

Les indicateurs de mobilité de Fields et Ok

Une nouvelle génération d'indicateurs de mobilité économique est proposée par Fields et Ok. Ces outils permettent de tenir compte de la mobilité structurelle et de celle de l'échange. Il s'agit de l'indice de mobilité économique symétrique et de la mobilité directionnelle²⁹. Les dépenses sont mesurées en logarithmes afin de considérer le fait qu'un transfert d'un montant donné n'a pas la même importance pour un ménage pauvre que pour un ménage riche. Ce sont les seuls indices décomposables qui enregistrent un accroissement de la mobilité quand les dépenses de tous les ménages s'accroissent dans les mêmes proportions. Ils peuvent aussi mesurer l'importance des flux des ressources impliquées par la mobilité.

L'indice de mobilité économique symétrique révèle le degré d'instabilité dans la répartition des revenus. Sa sensibilité devant la présence des valeurs extrêmes des revenus peut être atténuée, comme le suggère Fields (1998) en examinant l'ensemble de la distribution cumulée des variations des revenus au lieu de se limiter aux valeurs moyennes³⁰. L'analyse de la mobilité directionnelle consiste à examiner l'ensemble de la distribution des fréquences des variations des dépenses des ménages entre deux années différentes, ouvrant ainsi la possibilité d'effectuer des comparaisons intertemporelles du bien-être des ménages (Fields, Leary, Ok, 1998, 2).

La comparaison de la mobilité totale des sous-périodes 1985-1990 et 1990-1996 permet de constater que leur importance relative, en termes de dépenses moyennes par tête, a été similaire (elle a représenté dans chaque sous-période 57 % des dépenses moyennes). Cependant, la conclusion diffère quand on examine l'ensemble de la distribution des

(28) Gottschalk (1997) étudie les rapports entre inégalité, croissance et mobilité aux États-Unis. Il compare la mobilité de court terme (1974-75) avec celle de long terme sur une période de 17 ans (1971-91). Il constate que la mobilité est plus importante sur le long terme et que le taux de sortie des quintiles les plus pauvres au bout de 17 ans est plus faible que ce que laisse supposer une simple extrapolation du taux de transition annuel (68,7 % de permanence en 1974-75 contre 42,1 % en 1974-91). L'auteur conclut que la mobilité constatée est insuffisante pour effacer les effets de l'inégalité annuelle. Même lorsque l'on considère la moyenne des revenus sur 17 ans, l'inégalité (mesurée par le ratio des revenus des déciles extrêmes) diminue de seulement un tiers laissant inexplicite une partie substantielle des inégalités permanentes des revenus (*op. cit.*, 37).

(29) Fields (1998) et Fields, Ok (1996, 1999).

(30) Ce qui constitue un test de dominance stochastique de premier ordre.

Tableau 10. **Mobilité totale, de croissance et d'échange
(Lima métropolitaine 1985/86-1996)**

Panel 90-94-96, (nouveaux soles, prix de 1996)	<i>per capita</i> en % de dépense moyenne	<i>per capita</i>	Mobilité totale	Mobilité d'échange	Mobilité de croissance
1990-1994, N = 421					
Dépense totale par tête	56,7 %	158,11	100 %	89 %	11 %
Dépense totale par tête équivalent adulte	55,0 %	175,15	100 %	74 %	26 %
Logarithme de la dépense totale par tête	10,4 %	0,55	100 %	68 %	32 %
Logarithme de la dépense totale par tête équivalent adulte	9,5 %	0,53	100 %	62 %	38 %
1994-96, N = 421					
Dépense totale par tête	40 %	119,85	100 %	94 %	6 %
Dépense totale par tête équivalent adulte	39 %	142,83	100 %	97 %	3 %
Logarithme de la dépense totale par tête	37 %		100 %	99 %	1 %
Logarithme de la dépense totale par tête équivalent adulte	37 %		100 %	97 %	3 %
1990-96, N = 421					
Dépense totale par tête	57 %	159,80	100 %	84 %	16 %
Dépense totale par tête équivalent adulte	57 %	182,59	100 %	73 %	27 %
Logarithme de la dépense totale par tête	54 %		100 %	66 %	34 %
Logarithme de la dépense totale par tête équivalent adulte	52 %		100 %	64 %	36 %
Pour mémoire					
1990-85/86, (nouveaux soles, prix de 1990) Avec loyer, N = 721	<i>per capita</i> en % de dépense moyenne	<i>per capita</i>	Mobilité totale	Mobilité d'échange	Mobilité de croissance
Dépense totale par tête	57 %	4 658,63	100 %	45 %	55 %
Dépense totale par tête équivalent adulte	66 %	3 121,66	100 %	23 %	77 %
Logarithme de la dépense totale par tête	75 %		100 %	15 %	85 %
Logarithme de la dépense totale par tête équivalent adulte	84 %		100 %	25 %	75 %

Source : calculs de l'auteur établis à partir des enquêtes anniv 1985/86, 1990, 1994 et 1996.

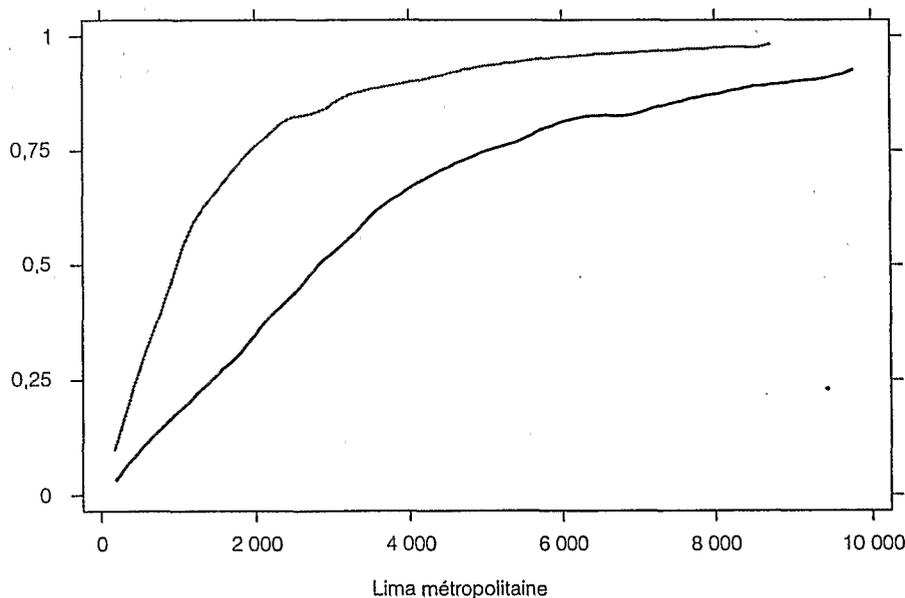
fréquences cumulées des variations absolues des dépenses par tête, on constate alors que la courbe de 1985-1990 se trouve toujours à la droite de celle de 1990-1996 (cf. graphique 7). Étant donné que les niveaux moyens de dépenses par tête étaient très différents, la mobilité totale a concerné un montant de ressources plus important dans la seconde moitié des années 1980 qu'au cours des années 1990. On peut donc conclure que la mobilité est plus importante au cours des années 1980 que dans les années 1990.

Une autre conclusion importante concerne les différences observées dans la composition de la mobilité totale dans chacune des sous-périodes. Tandis que la plus grande partie de la mobilité totale était une mobilité de croissance entre 1985 et 1990, au cours de la période suivante (1990-1996), prédomine au contraire une mobilité d'échange dans des proportions très élevées, qui ne dépendent pas de la façon dont est mesurée la dépense.

Les indicateurs de mobilité de Fields et Ok mettent en lumière les spécificités des années de forte croissance (1994-96) par rapport aux années de crise (1990-1994). La mobilité totale, exprimée en pourcentage des dépenses moyennes, est très inférieure (de presque 17 points) au cours de la période de croissance et est expliquée presque entièrement par la mobilité d'échange. En outre, moins de 50 % des ménages ont tiré profit de la croissance de 1994-96, alors qu'ils sont 70 % à en bénéficier entre 1990-94. De plus, les ménages qui sont capables d'accroître leurs dépenses le font en 1994-96, en moindre proportion qu'en 1990-94³¹.

Le graphique 7 montre que la courbe de la mobilité des années 1990-1996 se situe à droite de celle des années 1985-1990. Ceci signifie qu'une plus grande proportion de ménages avait subi des pertes plus importantes dans les années 1980 que dans les années 1990, provoquant ainsi une plus grande inégalité au cours de la première période.

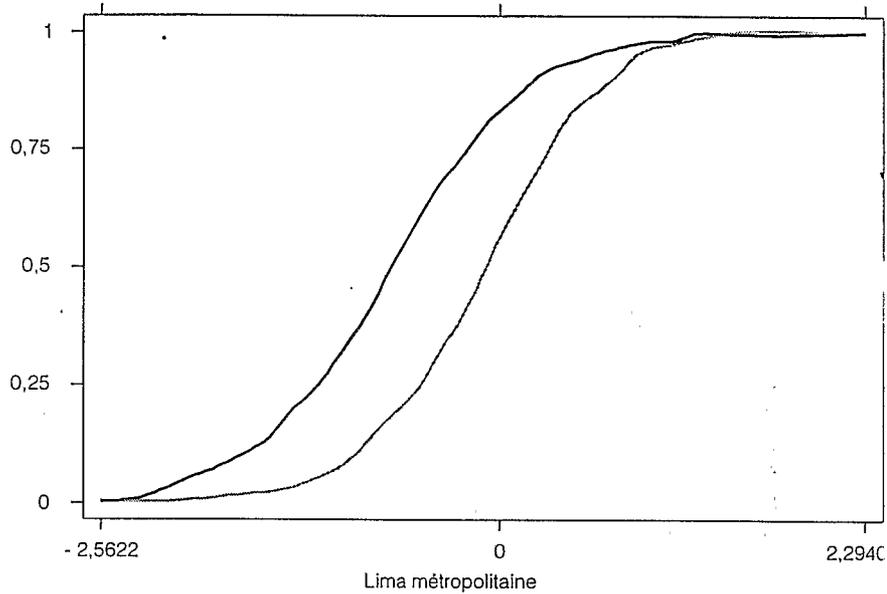
Graphique 7. **Distribution de la mobilité symétrique des dépenses 1985-1990 et 1990-1996**



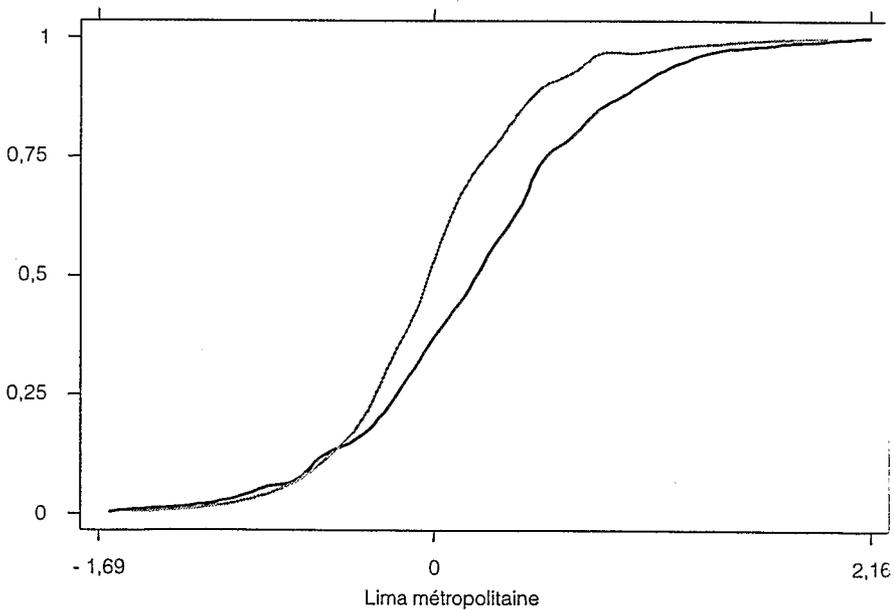
(31) Ceci est la toile de fond empirique des récents débats autour de la répartition des dividendes de la croissance (*el chorreo*). Il a été soutenu que l'orientation de l'économie péruvienne vers le secteur d'exportation primaire bloque les effets distributifs de la croissance. Les résultats présentés ici permettent de quantifier son importance relative dans l'ensemble de l'économie ainsi que le pourcentage des ménages qui en bénéficient.

**Problèmes
d'Amérique
latine**
 N° 38
 juillet - sept. 2000
 Lima :
 ajustement et
 mobilité économique
 96

Graphique 8. Distribution de la mobilité directionnelle des dépenses



1985-90 et 1990-96



1990-94 et 1994-96

Source : calculs de l'auteur établis à partir d'enniv 1985-86, 1990, 1994 et 1996. Dépense par tête (équivalent adulte). Panel de 421 ménages. La courbe à gauche correspond à la période 1994-96 et celle de droite à la période 1990-94.

La diminution de l'inégalité entre 1990 et 1996 s'est donc accompagnée d'une mobilité essentiellement de type redistributif. Inversement, la montée des inégalités entre 1985 et 1990 est plutôt associée à une mobilité centrée sur la diminution généralisée des niveaux de dépenses pa

tête. Le graphique 8 montre que ce résultat est dû à une variation négative des dépenses plus importante et à des variations positives moins significatives. Ajouté au constat de diminution de l'extrême pauvreté, ceci suggère que la mobilité des années 1990 a été bénéfique pour le bien-être des ménages, alors que celle des années 1980 a eu des effets assez négatifs³².

Les chocs macroéconomiques des années 1980 et 1990 ont eu d'importants effets distributifs malgré la relative stabilité des indicateurs statiques de pauvreté et d'inégalité. Contrairement à la vision d'une société péruvienne hautement hiérarchisée et figée, l'examen des trajectoires des ménages dans le temps a permis de démontrer qu'il existe un degré significatif de mobilité économique de ces ménages.

Le Pérou, et sa capitale en particulier, a connu une période de profondes et rapides mutations dans la structure de l'emploi et dans le mode de régulation du marché du travail alors que, au même moment, les entrepreneurs informels ont pris une partie de la place autrefois occupée par une classe moyenne née du salariat moderne, public et privé. Ces processus de mobilité économique ont aussi concerné les populations affectées par la pauvreté. Les ménages pauvres ne sont pas exactement les mêmes durant les deux périodes. A Lima, la pauvreté permanente n'est pas un phénomène massif (13 % de individus), comme l'est la pauvreté transitoire qui concerne presque six Liméniens sur dix. Ce texte a pu montrer le rôle prépondérant joué par la mobilité d'échange dans les processus de redistribution des revenus, phénomène dont les indicateurs habituels étaient bien incapables de saisir l'existence et moins encore d'en mesurer l'importance.

Bibliographie

Adams, Norma, Nestor Valdivia (1991), *Los nuevos empresarios. Etica de migrantes y formación de empresas en Lima*, Institut d'études politiques (IEP).

Amat y León, Carlos, Luis Monroe (1998), « Cambios sociodemográficos y económicos de las familias de Lima metropolitana 1972-1985, 1993 », document de travail, Université du Pacifique.

Anaya, Ernesto (1990), *Los grupos de poder en el Perú*, Editorial Horizonte.

Akerlof, George (1997), « Social Distance and Social Decisions », *Econometrica*, 65, 5 (septembre), pp. 1 005-1 028.

Atkinson, Anthony, François Bourguignon, Christian Morrison (1992), *Empirical Studies of Earnings Mobility*, Hardwood Academic Press.

Atkinson, Anthony (1997), « Bringing Income Distribution from the Cold », *Economic Journal*, mars.

Banque mondiale (1998), *Peru : Poverty Comparisons*.

Behrman, Jere (1998), « Social Mobility. Concepts and Measurement in Latin America and the Caribbean », communication au Workshop on Social Mobility, Brookings Institution, Washington D. C., juin 1998.

Bénamou, Roland, Efe Ok (1998), « Social Mobility and the Demand for Redistribution : The POUM Hypothesis », document de travail NBER n° 6 795.

Boudon, Raymond (1978), *L'inégalité des chances* (seconde édition), Pluriel.

Bourguignon François, Christian Morrison (1984), « La mobilité des salaires sur le cycle de vie : un échantillon de cadres français sur trente ans », *Revue économique* n° 5, septembre 1984.

Bourricaud, François, (1967), *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Armand Colin, Paris.

(32) Ces résultats contrastent avec ceux des États-Unis où l'incidence de la pauvreté s'est maintenue durant les décennies de 1970 et 1980 tandis que l'inégalité s'accroissait. Fields, Leary et Ok estiment que la mobilité des revenus est plus importante dans les années 1980 que dans les années 1970, phénomène qui ne peut pas être capté par les matrices de transition qui donnent une image plutôt étale de la mobilité (Fields, Leary et Ok, 1998).

- Cuin, Charles-Henri (1993), *Les sociologues et la mobilité sociale*, PUF.
- Dancourt, Oscar (1997), « Reformas estructurales y política macro-económica en el Perú : 1990 -1996 », PUC, document de travail n° 134.
- Escobal, Javier, Jaime Saavedra, M. Torero (1998), « Los activos de los pobres en el Perú », mimeo, GRADE.
- Fields, Gary, (1998), « Income Mobility : Meaning, Measurement, and Some Evidence for the Developing World », communication présentée au Workshop on Social Mobility, Brookings Institution, Washington D. C. juin 1998.
- Fields, Gary, Efe Ok (1996), « The Meaning and Measurement of Income Mobility », *Journal of Economic Theory*, vol. 71, pp. 349-377.
- Fields, Gary, Jesse Leary, Efe Ok (1998), « Income Movement in the United States in the Seventies and Eighties », communication présentée au Workshop on Social Mobility, Brookings Institution, Washington D. C., juin 1998.
- Gamero, Jaime (1997), « Distribución del ingreso, diferencias salariales y cambios en el mercado de trabajo de Lima metropolitana », in M. Cárdenas (coord.), *Empleo y distribución del ingreso en América latina : ¿ Hemos avanzado ?*, Tercer Mundo, Bogotá, pp. 337-355.
- Glewwe, Paul (1988), « The Distribution of Welfare in Peru, 1985-86 », document de travail LSMS, n° 42.
- Glewwe, Paul, Gillette Hall (1992), « Poverty and Inequality during Unorthodox Adjustment. The Case of Peru, 1985-90 », Washington, D. C., Banque mondiale, document de travail LSMS, n° 86.
- Glewwe, Paul, Gillette Hall (1995), « Who is most Vulnerable to Macroeconomic Shocks ? Hypothesis Tests Using Panel Data from Peru », Washington, D. C., Banque mondiale, document de travail LSMS, n° 127.
- Golte, Jürgen, Norma Adams (1987), *Los caballos de Troya de los invasores. Estrategias campesinas en la conquista de la Gran Lima*, IEP.
- Golte, Jürgen (1995), « Nuevos actores y culturas antiguas », in J. Cotler (ed.), *Perú 1964-1994. Economía, sociedad y política*, IEP, pp. 134-148.
- Gonzales de Olarte, Efrain (1998), *El neoliberalismo a la peruana. Economía política del ajuste estructural 1990-1997*, IEP.
- Gottschalk, Peter (1997), « Inequality, Income Growth, and Mobility : the Basic Facts », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, n° 1, pp. 21-40.
- Graham, Carol et Stephano Pettinato (1999), « Assessing Hardship and Happiness : Trends in Mobility and Expectations in the New Market Economy », Brookings Center on Social and Economic Dynamics, octobre.
- Grompone, Romeo (1999), *Las nuevas reglas de juego. Transformaciones sociales, culturales y políticas en Lima*, IEP.
- Herrera, Javier (1999), « Ajuste económico, desigualdad y movilidad », in R. Webb ; M. Ventocilla (eds), *Pobreza y economía social. Análisis de una encuesta (enniv-1997)*, USAID, Institut Cuánto S. A., UNICEF, pp. 101-142.
- Higgins, James (1991), *Cambio social y constantes humanas. La narrativa corta de Ribeyro*, PUC.
- Institut Cuánto S. A. (1991), *Ajuste y economía familiar, 1985-1990*.
- INEI (1998), *Conociendo Lima. Guía estadística 1998*.
- McCall, John. (1971), « A markovian Model of Income Dynamics », *Journal of the American Statistical Association*, vol. 66, n° 335, pp. 439-447.
- Macisaac, Donna, Harry Patrinos (1995), « Labour Market Discrimination against Indigenous People in Peru », *Journal of Development Studies*.
- Malpica, Carlos (1968), *Los dueños del Perú*, Ediciones sociales.
- Matos Mar, José (1984), *El desborde popular y crisis del Estado. El nuevo rostro del Perú en la década de 1980*, IEP.
- Medina Ayala, Andrés (1996), « Pobreza, crecimiento y desigualdad en Perú, 1991-1994 », in Moncada, G., R. Webb (éds.), *¿ Cómo estamos ? Análisis de la encuesta de niveles de vida*, Institut Cuánto S. A.
- Moncada, Gilberto (1996), « El perfil de la pobreza en el Perú : 1994 », in Moncada, G., R. Webb (éds.), *¿ Cómo estamos ? Análisis de la encuesta de niveles de vida*, Institut Cuánto S. A.
- Newman, Katherine (1993), *Declining fortunes. The Withering of the American Dream*, Basic Books.
- Piketti, Thomas (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *Quarterly Journal of Economics*, CX, 3 (août), pp. 551-584.
- Portocarrero, Gonzalo (1993a), *Los nuevos Limeños*, Tafos-Sur.
- Portocarrero, Gonzalo (1993b), *Racismo y mestizaje*, Sur.
- Roemer, John (1998), *Equality of Opportunity*, Harvard University Press.
- Saavedra, Jaime et al. (1998), « Empleo, productividad e ingresos, Perú, 1990-1996 », Organisation internationale du travail (OIT), document de travail n° 67.

Saavedra, Jaime (1998a), « ¿ Crisis real o crisis de expectativas ? El empleo en el Perú antes y después de las reformas estructurales », GRADE, mimeo.

Saavedra, Jaime (1997), « ¿ Quiénes ganan y quiénes pierden con una reforma estructural : cambios en la dispersión de ingresos según educación, experiencia y género en el Perú urbano », Notas para el debate n° 14, GRADE.

Verdera, Francisco (2000), « Causas del agravamiento de la pobreza en el Perú a fines de la década de 1980 », communication au congrès de LASA 2000, 15-18 mars, Miami.

Verdera, Francisco (1997), « Mercado de trabajo, reforma laboral y creación de empleo : Perú, 1990-1995 », document de travail, IEP, n° 87.

Villarán, Fernando (1998), *Riqueza popular: Pasión y gloria de la pequeña empresa*, Ediciones del Congreso.

Wolfson, Michael (1997), « Divergent Inequalities. Theory and Empirical Results ». Statistics Canada et Canadian Institute for Advanced Studies, document de recherche n° 66.

Woojin Lee, John Roemer (1998), « Income Distribution, Redistributive Politics and Economic Growth », *Journal of Economic Growth*, vol. 3, n° 3, septembre, pp. 217-240.

Yamada, Gustavo, José Ruiz (1996), « Pobreza y reformas estructurales, Perú 1991-1994 », document de travail, Université du Pacifique.

**Problèmes
d'Amérique
latine**

N° 38
juillet - sept. 2000

Lima :
ajustement et
mobilité économique

99

baisse des taux d'intérêt, etc.). Mais, compte tenu de la crise internationale et de la raréfaction du crédit, cette stratégie a fragilisé les entreprises et le système financier péruviens.

Ajustement et mobilité économique à Lima

Javier Herrera

La reprise économique que connaît le Pérou depuis quelques années invite à évaluer les changements intervenus dans l'évolution des revenus. Jusqu'à présent, les études socio-économiques effectuées au Pérou ont révélé une certaine inertie de l'inégalité et de la pauvreté face à des évolutions macroéconomiques récentes très contrastées (privatisations, suppression du contrôle des prix, etc.). Ce texte entend montrer que ce diagnostic, obtenu dans un cadre d'analyse statique, n'est plus valable lorsque l'on examine les trajectoires économiques des mêmes ménages dans le temps. Un ensemble d'enquêtes, effectuées entre 1985 à 1997 à Lima, permet de voir que, contrairement aux préjugés qui décriaient une société bloquée et figée, il existe en réalité une forte mobilité économique entre les ménages. Cette mobilité a surtout concerné les anciennes classes moyennes affectées par l'hyperinflation puis par l'ajustement structurel. La répartition des revenus ne s'est pas pour autant polarisée. Une population d'origine andine, liée à l'essor de la petite entreprise informelle, a en quelque sorte renouvelé la classe moyenne liménienne. La pauvreté connaît elle aussi un haut degré de mobilité : dans une large mesure, des pauvres échappent à leur condition alors que des non-pauvres le deviennent.

Villa El Salvador : un bilan de la participation politique

Diana Burgos

Le bidonville de Villa El Salvador, situé au sud de Lima, est officiellement fondé en 1973. Dès son origine, ce *pueblo joven* reçoit le soutien du gouvernement du général Juan Velasco Alvarado. Il est conçu comme une véritable ville et se dote d'une planification rigoureuse. Dans un contexte de crise économique, les habitants mettent par exemple en place des cantines populaires et des programmes de distribution de lait aux enfants. La réussite de ce modèle de développement urbain fait de cette *barriada* le symbole de la solidarité et de l'autogestion, tant au Pérou qu'au plan international. Mais la densité de l'action collective et du tissu associatif

s'étiole dans la seconde moitié des années 1980, à l'image de ce qui se passe dans les autres *barriadas* du pays. Alberto Fujimori concourt à faire reculer la mobilisation et l'action communautaire en menant une politique basée sur le clientélisme et le personnalisme. Le chef de l'État s'emploie à rogner le pouvoir municipal et à gérer directement les dossiers depuis le ministère de la Présidence. Néanmoins, Villa El Salvador continue à affirmer une singularité qui s'exprime lors des élections municipales, en votant contre les candidats soutenus par le pouvoir. Le maire a récemment mis au point un plan de développement. Mais celui-ci semble tout à la fois manifester le dynamisme de la municipalité et témoigner de la césure qui existe désormais entre celle-ci et un tissu social en mutation.

Trente ans après la réforme agraire péruvienne : le discours des investisseurs contre la voie paysanne

Évelyne Mesclier

Au Pérou, le trentième anniversaire de la réforme agraire de 1969 a été l'occasion pour certains médias de renforcer un discours dominant : inspirée par l'utopie collectiviste néfaste, la réforme a été un échec ; la débâcle de l'agriculture péruvienne lui est attribuable ; il est urgent de redonner un rôle moteur aux agriculteurs dynamiques autrefois spoliés, afin que ceux-ci puissent développer les exportations, par exemple en relançant la production de coton et de sucre. Cette critique conduit aussi à rejeter la voie paysanne de développement mise en œuvre par les Indiens qui, de surcroît, sont de moins en moins « visibles » au sein de la société, tant comme « paysans » que comme « indigènes ». A une époque où le néolibéralisme inspire la plupart des politiques économiques, ce discours permet aux investisseurs, désireux d'engager leurs capitaux dans l'agriculture, de présenter la société rurale actuelle comme incapable d'adopter les nouvelles technologies. Selon eux, la structure productive actuelle du Pérou ne pourrait perdurer sous peine nuire à la compétitivité du Pérou. Même si un retour à la situation antérieure à 1969 paraît exclu, une législation récente permet de penser que se déroule un processus de reconcentration des terres. Certes, les producteurs paysans ont réussi à se faire entendre lors des élections de 2000. Quelle que soit la politique du futur gouvernement, il est peu probable que soient prochainement mises en place des mesures interventionnistes.

las medidas tomadas para llegar a este resultado han tenido como efecto alterar la competitividad de los sectores más dinámicos en términos de empleo y de ingresos. En efecto el gobierno de Fujimori ha beneficiado de una coyuntura favorable (flujo de capitales extranjeros, importante demanda exterior, baja de la tasa de intereses, etc.) Pero teniendo en cuenta la crisis internacional y la rarefacción del crédito, esta estrategia ha fragilizado las empresas y el sistema financiero peruanos.

Ajuste y movilidad económica en Lima

Javier Herrera

La reactivación económica que conoce Perú desde hace algunos años invita a evaluar los cambios intervenidos en la evolución de los ingresos. Hasta hoy, los estudios socio-económicos efectuados en Perú han revelado una cierta inercia en lo que concierne la desigualdad y la pobreza frente a las evoluciones macroeconómicas recientes muy contrastadas (privatizaciones, supresión del control de los precios, etc.). Este texto quiere mostrar que este diagnóstico, obtenido en un marco de análisis estático, ya no es válido cuando se examinan las trayectorias económicas de las mismas unidades familiares en el tiempo. Un conjunto de encuestas, efectuadas entre 1985 y 1997 en Lima, permite ver que, contrariamente a los prejuicios que describían una sociedad bloqueada y estática, existe en realidad una importante movilidad económica entre las unidades familiares. Esta movilidad concierne sobre todo las viejas clases medias afectadas por la hiperinflación y luego por el ajuste estructural. La repartición de los ingresos sin embargo no se ha polarizado por eso. Una población de origen andino, ligada al desarrollo de la pequeña empresa informal, de alguna manera ha renovado la clase media limeña. La pobreza conoce también un alto grado de movilidad: en una gran medida, los pobres escapan a su condición mientras que los no pobres se vuelven pobres.

Villa El Salvador: un balance de la participación política

Diana Burgos

La barriada Villa El Salvador, situada en el sur de Lima, fue fundada oficialmente en 1973. Desde su origen, este pueblo joven recibe el apoyo del gobierno del general Juan Velasco Alvarado. Ha sido concebida como

una verdadera ciudad y está dotada de una planificación rigurosa. En un contexto de crisis económica, los habitantes por ejemplo instalan cantinas populares y programas para distribuir leche a los niños. El éxito de este modelo de desarrollo urbano hace de esta barriada el símbolo de la solidaridad y de la autogestión, tanto en Perú como a nivel internacional. Pero la densidad de la acción colectiva y del tejido asociativo se debilitan en la segunda mitad de los años 1980, a imagen de lo que pasa en las otras barriadas del país. Alberto Fujimori participa en el retroceso de la movilización y de la acción comunitaria al llevar a cabo una política basada en el clientelismo y la personalización. El jefe de Estado se aplica a corroer el poder municipal y a administrar directamente los expedientes desde el ministerio de la Presidencia. Sin embargo, Villa El Salvador continúa a afirmar una singularidad que se expresa en las elecciones municipales, votando contra los candidatos apoyados por el poder. El alcalde acaba de poner en marcha un plan de desarrollo. Pero éste parece al mismo tiempo manifestar el dinamismo de la municipalidad y dar testimonio del corte que existe de ahora en más entre ésta y el tejido social en mutación.

Treinta años después de la reforma agraria peruana: el discurso de los inversores contra la vía rural

Évelyne Mesclier

En Perú, el trigésimo aniversario de la reforma agraria de 1969 fue la ocasión para algunos medios de comunicación de reforzar el discurso dominante: inspirada en la utopía colectivista nefasta, la reforma ha sido un fracaso; a ella se le atribuye la ruina de la agricultura peruana; es urgente darle de nuevo un papel motor a los agricultores dinámicos que otrora fueron espoliados, para que éstos puedan desarrollar las exportaciones, por ejemplo reactivando la producción de algodón y de azúcar. Esta crítica conduce también a rechazar la vía campesina de desarrollo puesta en marcha por los indios que, además, están cada vez menos « visibles » en el seno de la sociedad, no sólo como « campesinos » sino también como « indígenas ». En una época en la que el neoliberalismo inspira la mayoría de las políticas económicas, este discurso permite a los inversores, deseosos de comprometer sus capitales en la agricultura, presentar a la sociedad rural actual como incapaz de adoptar las nuevas tecnologías.

**Problèmes
d'Amérique
latine**

N° 38
juillet - sept. 2000

Resúmenes

146

